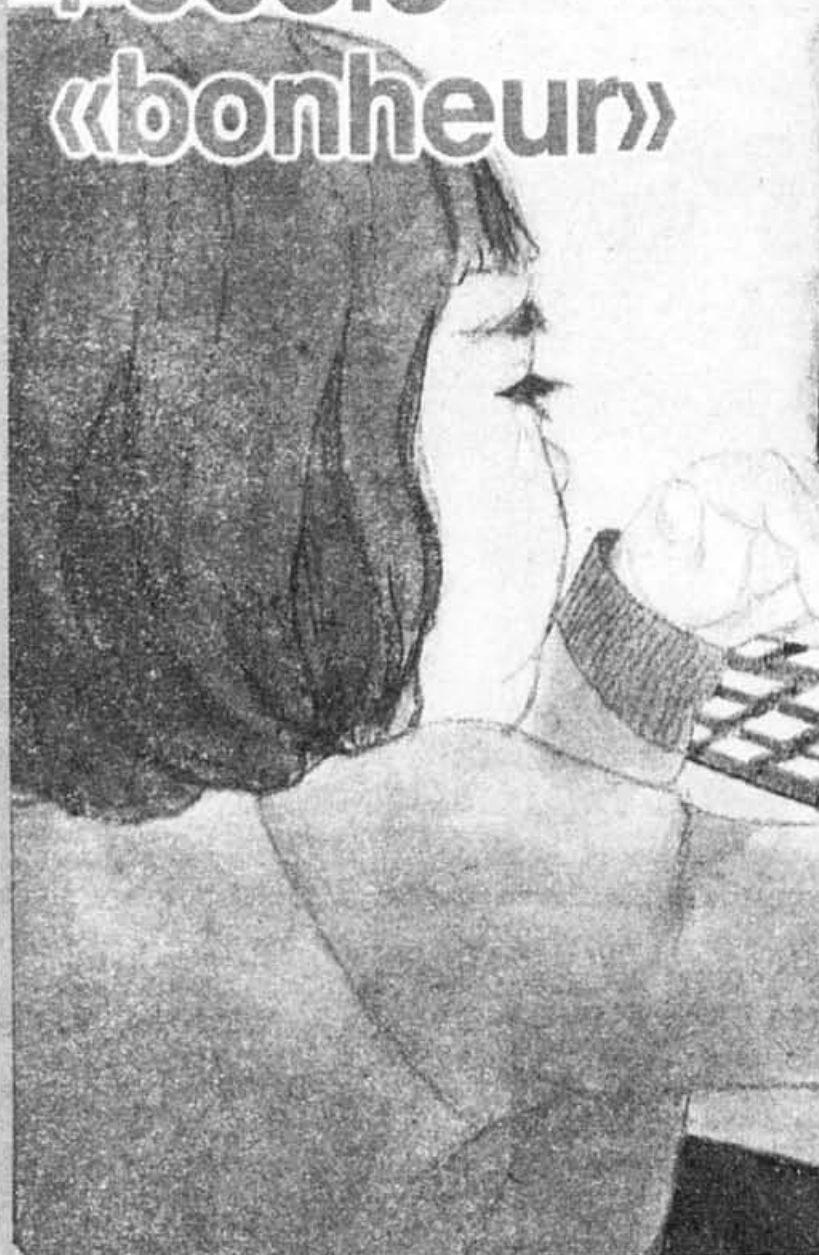


LA CONTRE-RÉFORME DE L'ÉDUCATION

La fin de l'école «bonheur»



DICTÉE no:73

Le papillon est un insecte au aile men-
 braneuses de l'ordre des lépidoptères.
 La chenille sor de l'oeuf et se trans-
 forme en nymphe appelée crisalide, tis-
 sant otour d'elle une enveloppe pro-
 tectrice
 cocon ... -30%...
 ... CORRECTION

Diane Gagné

**La chasse aux satellites:
 un vieux jeu** page 10

AVION ALLER-RETOUR **PARIS** AVION + CITROËN LNA 3 SEMAINES, OCCUPATION DOUBLE **LA NOUVELLE FAÇON DE VOYAGER!**

430\$ **550\$**

SESSION D'INFORMATION MARDI 10h, 20 000 EST, 46 MAISONNEUVE

DÉPART DE MONTRÉAL TAXE EN SUS

nouvelles frontières

1130, boul. de Maisonneuve c. 288 4800
 800, boul. de Maisonneuve c. 842 1450
 sans frais de l'extérieur: 1-800-361-2133
 DÉTENTRICE D'UN PERMIS DU QUÉBEC

LES PHOTOS DE

la presse

Denis Courville



2 PLUS, MONTRÉAL, SAMEDI 14 SEPTEMBRE 1985

Un début de saison sans Guy Lafleur

Dans un mois, la nouvelle saison de hockey sera en cours. Pour les amateurs du Canadien, la grande différence sera l'absence de Guy Lafleur. Quoi de mieux pour leur rappeler le célèbre athlète qui filait les cheveux au vent que cette photo

prise le 4 mars 1981, lorsqu'il a réussi son 1000^e point. C'était contre les Jets de Winnipeg. Keith Acton était plus ému que Lafleur lui-même après avoir fourni la passe sur ce but. Cette photo demeure un souvenir dont je suis particulièrement fier.

Fiche technique

Appareil: Nikon F
Objectif: 180 mm
Ouverture: 1/500^e à f/5,6
Pellicule: Tri X à 1600 ASA

Huit mauvaises notes à notre système scolaire

Juliette Tremblay, 68 ans, se souvient avec nostalgie des 67 élèves auxquels elle enseignait en 1934 dans une école bâtie en pièces sur pièces où la neige s'infiltrait l'hiver, à Saint-Edmond-de-Pabos, en Gaspésie.

Dans le temps, rappelle-t-elle, les enfants savaient écrire sans fautes et utiliser la règle de trois dès l'âge de neuf ans, en quatrième année. Aujourd'hui, un garçon comme Daniel Ethier, 20 ans, de Brossard, doit retourner à l'école pour apprendre à lire autre chose que son nom. Il a pourtant étudié au secondaire.



André Noël

Selon un groupe d'alphabétisation, La boîte à lettres, des milliers de jeunes ont passé 10 ans sur les bancs d'école sans apprendre à lire et écrire.

Que s'est-il passé depuis 50 ans? Les moeurs sont devenues moins rigides, la famille a éclaté, la télévision a envahi les maisons. Jadis gratuite seulement jusqu'au niveau collégial, l'école s'est ouverte à tous jusqu'à l'université. Mais en même temps, affirment les mauvaises langues, elle s'est nivelée par le bas.

■ En cinquième année du primaire, par exemple, le français s'enseigne pendant sept heures par semaine. En 1960, c'était dix heures et demie. Les maîtres consacrent quatre heures aux mathématiques: avant, c'était cinq.

■ Il n'y a presque plus d'évaluation. La dictée a disparu. Le ministère de l'Éducation a fait sauter ses examens obligatoires, sauf pour les dernières années du secondaire.

■ Rares sont les élèves qui doublent. Bon an, mal an, même les moins bons d'entre eux gravissent les échelons. Résultat: les diplômes se dévalent. Les relations sociales jouent plus qu'avant pour trouver un em-

ploi, ce qui favorise les enfants de milieux aisés.

■ La confiance dans le réseau scolaire public s'est effritée. Les inscriptions dans les écoles privées ont augmenté de 20,8 p. cent en 10 ans. Ces dernières comptent bon nombre d'enfants d'enseignants et de directeurs d'écoles publiques.

Toutes ces critiques ont resurgi lors de la préparation d'un livre vert sur l'enseignement primaire et secondaire, en 1977. Les parents s'en prenaient entre autres aux programmes-cadres, dont ils jugeaient les contours trop flous.

Les nouveaux programmes et régime pédagogiques, dont l'implantation se poursuivra jusqu'en 1990, prévoient des objectifs précis pour chaque matière de la première à la onzième année.

Au secondaire, le nombre de cours optionnels a diminué et le nombre de cours obligatoires a augmenté. La promotion par matière existe toujours, mais l'élève doit réussir au moins 130 crédits. La note de passage est passée de 50 p. cent à 60 p. cent.

« Ce n'est qu'un début, continuons le combat! », lance un enseignant, jadis fervent de la pédagogie « révolutionnaire » et aujourd'hui converti à la nécessité d'une contre-réforme.

« Ça va prendre des mesures plus énergiques que les nouveaux programmes », dit Jacques Chagnon, président de la Fédération des commissions scolaires catholiques et un des promoteurs des États généraux sur l'éducation.

Les personnes que nous avons interviewées à la veille des États généraux ont donné huit mauvaises notes à notre système scolaire. Huit points à travailler.

-1- L'évaluation

C'est le problème numéro un. Sous prétexte de ne pas stresser et traumatiser enfants et enseignants, les examens ont été abandonnés à presque tous les niveaux, ainsi que l'évaluation des maîtres eux-mêmes. Comment mesurer alors les progrès des enfants et le succès des méthodes pédagogiques?

« Je ne connais pas d'entre-

prise qui parle de productivité et qui ne fait jamais de vérification, souligne le ministre François Gendron. Pourquoi pas dans l'éducation? »

Avant les dernières années du secondaire, ajoute-t-il, « on n'a pas vraiment les méthodes évaluatives pour bien mesurer le degré d'apprentissage des matières de base. Il faudra travailler là-dessus ».

Jacques Chagnon vient d'obtenir les résultats d'examen passés l'an dernier dans sa propre commission scolaire, celle de Chambly: « C'est désastreux, dit-il. J'ai quasiment syncope quand j'ai vu ça. Les taux

l'enseignement s'occupe de 56 affaires, sauf l'essentiel qui est le rendement scolaire des élèves. Pourquoi on existe si ce n'est pas pour ça? » Selon lui, si le rendement s'avère insuffisant, il faudra revenir au cycle des voies (classes régulières, enrichies et faibles) abandonné il y a quatre ans.

La Commission des écoles catholiques de Montréal remet les examens en vigueur. « On a traversé une période un peu laxiste, dit son directeur général, Jean-Claude Rondeau. Depuis deux ans, on resserre l'évaluation. On établit des examens uniformes au primaire. »

**LES ÉTATS GÉNÉRAUX
SUR LA QUALITÉ
DE L'ÉDUCATION**

Objectif
100%

**2-3-4-5 AVRIL 1986
Montréal**

Des États généraux, regroupant les enseignants, les parents et les directions scolaires, feront le point sur la qualité de l'éducation dès cet automne en région, et en avril lors d'un vaste congrès à Montréal. Selon son promoteur, Jacques Chagnon, il s'agit d'un événement majeur depuis la Commission Parent, il y a 20 ans.

d'échec varient entre cinq et 40 p. cent par matière et par école. Quand on pense qu'on met \$112 millions par an dans notre commission scolaire pour arriver à ça! Je vais dire aux gens: on met toute notre tête là-dedans.

« C'est la première année où on faisait passer des examens sur les nouveaux programmes. En bout de piste, on s'aperçoit qu'on n'a pas frappé dans la solution.

« La loi du rendement devra revenir. Tout le monde dans

-2- La pédagogie

Pendant des années, la pédagogie québécoise a baigné dans les eaux troubles de la « non-intervention », de la « non-directivité » et de « l'école-bonheur ». Une baignade qui aurait pu finir en noyade, disent certains.

« On s'est emballé avec le bonheur, la créativité et on a oublié que l'école, c'est d'abord une place pour apprendre », dit

René Pouliot, responsable de l'enseignement secondaire au ministère pour Montréal.

A la fin des années 40, le livre « La thérapie centrée sur le client » du psychologue américain Carl Rogers devient un best-seller. Rogers suggère aux psychologues d'écouter leurs patients plutôt que de leur dicter un comportement. Des pédagogues s'empressent d'appliquer cette thérapie dans les écoles.

« La non-intervention a marqué l'éducation, l'administration, la gestion, rappelle René Pouliot. Des pédagogues se justifiaient de ne pas intervenir en disant que c'était mieux ainsi.

« Les programmes-cadres eux-mêmes n'étaient pas directs. Ils laissaient les milieux libres de faire ce qu'ils voulaient. Les parents nous ont demandé de les reprendre. Ils nous disaient que ça ne suffisait pas que les enfants soient heureux à l'école. » Selon lui, les nouveaux programmes rétablissent l'équilibre entre le « bonheur » et le « labeur ».

« Le monde de l'éducation est relativement d'accord pour un peu plus de rigueur, explique Maurice Morand, directeur général des programmes au ministère. Pas une rigueur be-bête comme avant, mais plus de sérieux. C'est vrai que sous prétexte de développer la libre expression, la personnalité, la créativité, l'initiative, l'école-milieu-de-vie, on a oublié d'insister sur les règles de base, que ce soient les règles de grammaire, de calcul ou de bienséance. Mais je crains qu'on retourne à l'autre extrême. Le problème, c'est toujours le balancier. Il faut trouver le juste milieu. »

La CÉCM abandonne lentement la théorie de l'école-bonheur, qui a marqué son « Opération-renouveau » et ses activités en milieu défavorisé. « Il y a quelques années, on croyait que plus les enfants étaient heureux à l'école, meilleurs allaient être leurs résultats, rappelle Jean-Claude Rondeau. On a multiplié les sorties et les ateliers manuels. »

Une étude commandée à un centre de recherche a démontré qu'il valait mieux aller directement au but, mettre les efforts sur l'enseignement lui-même plutôt que sur les sorties.



Daniel ETHIER

→
« Il y avait au plan social une idée selon laquelle l'école des pauvres ne doit pas ressembler à l'école des riches, souligne Jean-Claude Rondeau. Les gens se sont insurgés. Ils nous ont dit que c'était une forme de mépris. Aujourd'hui, on réintègre l'éducation-résultat (axée sur les connaissances) à l'éducation-processus (axée sur l'épanouissement de l'enfant). »

Ce redressement s'opère à la grandeur du Québec. Le nouveau courant pédagogique « peut être considéré dans la perspective d'un retour aux apprentissages de base plus solides », indique Pierre Lucier, président du Conseil supérieur de l'éducation.

-3-

L'éparpillement

Dans n'importe quel autre pays, dire que la fonction du réseau scolaire, c'est d'apprendre quelque chose aux enfants, serait taxé de lapalissade. C'est comme de dire que la fonction de la médecine est de soigner les malades. Ici, c'est une révolution des mentalités. Pendant des années, le Québec a été plus préoccupé par la construction d'écoles, les structures et le syndicalisme que par l'enseignement.

Jean-Claude Rondeau estime que l'école doit retrouver sa



François GENDRON

« vocation essentielle », cesser de servir de fourre-tout et arrêter de suppléer aux carences de la société.

Le ministre François Gendron s'insurge aussi contre l'éparpillement : « La mission du ministère n'est pas de répondre à des questions de toitures de bâtiments, dit-il. Trop d'énergies ont été gaspillées dans l'accessoire. La qualité des apprentissages est plus importante que la réfection des toits... »

-4-

La sur-spécialisation

La construction d'immenses polyvalentes dans les années 70 répondait au désir d'offrir le maximum d'options et de spécialités aux élèves du secondaire. Conséquence de ce système, les élèves n'ont plus de titulaire. À toutes les 50 minutes, ils changent de professeur et de local.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Yves Bérubé, croit qu'il faut revenir à une formation plus générale. Pourtant, malgré les critiques, les spécialistes s'infiltrèrent même dans les écoles primaires. Presque à chaque jour, les titulaires doivent quitter leurs enfants pour les laisser aux professeurs de morale ou de religion, d'art, d'anglais, de gymnastique, etc.

« C'est triste de voir ça, dit Réal De Guire, président de la



Claude RYAN

Fédération québécoise des directeurs d'école. La relation personnelle entre le maître et l'élève est ce qu'il y a de plus précieux en éducation. »

Une étude menée aux États-Unis a démontré que les écoles les plus efficaces, au plan du rendement, reposent sur le modèle des anciennes écoles de rang, comme celle de Saint-Edmond-de-Pabos où Juliette Tremblay enseignait aux enfants de sept niveaux dans un même local. La relation intime et durable entre maître et élèves, ainsi que l'entraide entre enfants de différents âges, créaient un climat propice à l'apprentissage.

-5-

Le climat de travail

Dans la même veine, Réal De Guire déplore la détérioration du climat de travail. Le syndicalisme a eu du bon, dit-il, mais il a aussi commis des excès. Ainsi, il est arrivé que des enseignants refusent à des directeurs d'école de venir dans leur classe. Yvon Charbonneau fait valoir que la CEQ a avancé plusieurs solutions pour améliorer l'enseignement. « Mais on nous a jamais écouté », dit-il.

Le critique du Parti libéral en matière d'éducation, Claude Ryan, accuse les décrets du gouvernement d'avoir créé un climat « pourri » dans les écoles.



Réal DE GUIRE

« Le gouvernement est allé chercher 20 p. cent du salaire pendant la convention collective, rappelle-t-il. Quand l'enseignant part de chez lui le matin en se disant qu'il aimerait trouver un autre travail, il n'est pas très enthousiaste devant ses élèves. »

-6-

Le vieillissement

Claude Ryan croit aussi que l'absence de jeunes enseignants affecte la qualité de l'enseignement. « L'âge moyen des enseignants est de 40 ans, souligne-t-il. Il faudrait infuser du sang nouveau pour redonner de la vigueur à la profession. »

Dans un avis émis cette année, le Conseil supérieur de l'éducation a suggéré des mesures comme le temps de travail partagé, les retraites anticipées et les congés sabbatiques pour accélérer l'entrée de jeunes instituteurs.

-7-

Le manque de matériel

Les compressions budgétaires ont créé une pénurie de manuels, de dictionnaires et d'outils pédagogiques. Le ministre lui-même s'en plaint : « Je ne suis pas satisfait du rythme d'implantation des programmes, dit-il. Le matériel ne suit pas. Nous sommes en retard sur

les manuels de base ». Il ajoute : « Ça fait deux ans que le ministère est en demande de budget supplémentaire. Si j'avais une dizaine de millions demain, je les mettrais sur le renouvellement des manuels et des guides pédagogiques ».

Des enseignants se plaignent aussi de lacunes dans l'encadrement pédagogique. « Ils manquent d'appuis », reconnaît Jacques Chagnon.

-8-

La lourdeur

Ah, l'insoutenable lourdeur de la bureaucratie ! « Le système d'éducation est devenu tâtilon et réglementé, se plaint François Gendron. Si les principaux d'écoles étaient plus dégagés de toutes sortes de préoccupations administratives, ils pourraient avoir plus de contacts avec les professeurs. »

Les querelles de pouvoir ont détourné le milieu de l'éducation vers des objectifs éloignés de l'enseignement.

Le président de la CECM, Michel Pallascio, se félicite ainsi de la fin (temporaire?) du débat sur la restructuration des commissions scolaires prévue par la loi 3, jugée inconstitutionnelle en juin dernier. Sans cette épée de Damoclès, dit-il, les commissions scolaires pourront s'attaquer à leur raison d'être : la qualité de l'enseignement. □



Juliette TREMBLAY



Michel PALLASCIO



Yvon CHARBONNEAU



Jacques CHAGNON

Les futurs enseignants font beaucoup de fautes...

Des jeunes de 20 ans étudiant à l'université pour devenir enseignants ont fait, l'an dernier, deux fois plus de fautes que des enfants de septième année en 1961 dans une dictée identique, révèle une récente étude.

« Les étudiants observés devaient normalement enseigner au primaire dans quelques années », notent les auteurs de cette étude inédite déposée en mai au Conseil de la langue française.

En 1961, un groupe type d'enfants de Sherbrooke avaient fait en moyenne une faute et demie dans une dictée assez simple de 11 phrases. L'an dernier, un groupe de 104 élèves admis à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal ont fait en moyenne trois fautes et demie dans la même dictée.

Les professeurs qui ont fait passer la dictée mettent en cause les déficiences de l'enseignement des règles du français écrit dans les écoles primaires et secondaires. « On a craint de brimer les enfants en exigeant d'eux des efforts en vue de les amener à respecter la norme écrite, souligne leur rapport. On a eu peur que l'insistance sur l'aspect formel de la langue ne nuise à la créativité et à l'expression. Or, quand ils atteignent 20 ans, ces mêmes jeunes se sentent mal à l'aise devant l'écrit et leurs pauvres capacités orthographiques.

« L'orthographe, ajoutent les auteurs, ne semble pas tuer l'expression mais la soutenir. »

En prenant connaissance des résultats de la dictée, la faculté a intégré l'enseignement de la grammaire et de l'orthographe dans un cours obligatoire de première année et offert des cours optionnels en deuxième et troisième années. Ces cours ont permis aux étudiants de progresser.

Un bulletin déjà noir

L'étude menée à l'Université de Montréal s'ajoute à de nombreuses autres. Leurs résultats ne cessent de surprendre. Les mauvaises notes s'accumulent dans un bulletin déjà noir.

Toujours la même dictée — dont un paragraphe type se lit ainsi : « Je me méfierai tou-



photothèque LA PRESSE

Ces enfants auront probablement la chance de profiter d'un meilleur système d'éducation que celui des dernières années.

jours de celui qui n'aime ni les fleurs, ni les enfants » — a donné des résultats désastreux dans des écoles primaires en 1982.

Un groupe d'enfants de septième année (Secondaire I) issus d'un milieu moyen ont fait 13 fois plus de fautes que les enfants de septième année de 1961.

L'hiver dernier, une enquête du ministère de l'Éducation a évalué que les élèves du Secondaire II font en moyenne une faute tous les six mots.

Les entreprises se plaignent. Certaines d'entre elles embauchent des personnes de plus de 40 ans parce qu'elles savent mieux écrire que les jeunes, a dit le vice-président du Conseil du patronat, Ghislain Dufour. « Un employé qui ne possède pas sa langue maternelle ne peut pas structurer sa pensée et communiquer, souligne-t-il. C'est sérieux : ça peut mettre la production en l'air. »

Les analystes croient qu'une foule de facteurs expliquent les déficiences dans l'écriture de la

langue maternelle, phénomène observé dans plusieurs pays.

Ils citent en premier lieu l'émergence de l'audio-visuel, qui a empiété sur l'écrit. Les jeunes passent ainsi 1 000 heures par année devant la télévision et seulement 800 à l'école.

Les nouvelles méthodes d'enseignement ne semblent pas non plus avoir aidé les jeunes à maîtriser l'écriture de leur langue.

Les programmes

Le programme-cadre du ministère de l'Éducation, qui a fixé les orientations pédagogiques entre 1969 et 1979, disait : « Le contenu linguistique et le bon usage sont importants, mais ils sont accessoires par rapport à l'expression et à la compréhension ».

Cette orientation laissait place à la confusion. La première interprétation qui venait à l'esprit, c'est qu'il était plus important d'apprendre aux enfants à

s'exprimer qu'à écrire sans fautes.

« Il y a sept ou huit ans, c'était presque tabou de parler d'orthographe », rappelle Jean-Claude Rondeau, directeur général à la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Les parents ont émis de sérieuses critiques. En 1977, un livre vert sur l'enseignement primaire et secondaire promettait d'apporter des corrections. Le nouveau programme de français, conçu en 1979 et progressivement implanté depuis, accorde autant d'importance à l'usage qu'à l'expression. Il fixe des objectifs précis. Il continue toutefois à reléguer au second plan l'enseignement des règles de grammaire, de syntaxe, de ponctuation et d'orthographe.

Il reflète en fait la philosophie de l'ensemble des nouveaux programmes: l'enseignement ne porte plus sur la connaissance en soi, mais sur le développement d'une habileté.

Jadis (avant les programmes-cadres), les enseignants de-

vaient transmettre des connaissances. Maintenant, ils doivent créer des conditions permettant aux enfants de devenir habiles. Avant d'acquérir une nouvelle connaissance, les enfants doivent savoir pourquoi elle est importante, estiment les pédagogues.

La majorité des personnes que nous avons interviewées ont loué les nouveaux programmes, et surtout le programme de français.

Il reste cependant quelques réserves, a dit une conseillère pédagogique qui a travaillé à la conception et à l'implantation du programme:

■ Pourquoi, en plus de susciter la créativité, ne pas enseigner directement les règles? Pourquoi refuser la connaissance pour la connaissance (s'il fallait toujours connaître les applications pratiques de toute nouvelle connaissance, la science s'éteindrait)?

■ Pourquoi refuser d'enseigner le passé simple et l'accord des participes passés avec le verbe avoir au primaire?

■ Pourquoi refuser d'utiliser la dictée comme outil d'évaluation?

■ Au secondaire, pourquoi ne pas demander aux enseignants des matières autres que le français d'exiger des copies sans fautes de leurs élèves?

Par ailleurs, le jargon tarabiscoté du nouveau programme de français rebute les enseignants, si bien que la majorité d'entre eux ne l'ont jamais lu, se fiant plutôt aux conseillers pédagogiques pour le comprendre.

Voici un exemple, tiré de l'introduction du programme au primaire, qui compte 334 pages : « Les connaissances explicites sont celles que le sujet peut formuler ou expliquer au moyen du langage. Par exemple, une règle syntaxique devient explicite quand elle est énoncée par le sujet. C'est par des activités portant sur des faits de langue et par une incitation à la verbalisation ou par un contact avec des connaissances verbalisées que les connaissances implicites peuvent devenir explicites. »

Les pédagogues chargés de concevoir l'enseignement du français devraient peut-être eux-mêmes apprendre à parler français...

Le programme de mathématiques le plus faible au pays

LA CRISE DE L'ÉDUCATION

« Marie a 2,48 chevaux. Jean en a 1,53. Qui en a le plus ? ». Voilà, selon un groupe de pédagogues, le genre de problème insignifiant qu'une commission scolaire a posé récemment à des élèves de sixième année.

En 1930, souligne le Groupe de recherche en didactique des mathématiques en citant des documents d'époque, les élèves de sixième année devaient résoudre ce problème autrement plus concret et difficile :

« Un cultivateur a payé \$60,72 pour une machine. Le marchand de gros a fait un profit de 15 p. cent et le marchand de détail, un profit de 20 p. cent. Quelle économie ce cultivateur aurait-il réalisée s'il avait acheté directement du manufacturier ? »

Selon le groupe de recherche, le nouveau programme de mathématiques, obligatoire depuis 1983, est le plus faible au Canada et aussi le plus faible au Québec depuis au moins 45 ans.

Avant, par exemple, les multiplications et les divisions s'enseignaient en deuxième année. Maintenant, la multiplication s'apprend en troisième, et la division — son opération inverse et logique — en quatrième. Les décimales, elles, sont enseignées en cinquième.

Toujours en 1930, les élèves de deuxième année devaient trouver le prix d'une livre d'agneau en sachant qu'un éleveur obtenait \$8,96 pour 56 livres (une opération qui nécessite une division avec décimales).

En première année, les élèves arrêtent maintenant de compter à 69 plutôt qu'à 100 comme avant. La raison, c'est que, en français, 70 (soixante-dix) constitue un mot composé, contrairement à 40, 50 ou 60 (soixante).

Les élèves anglophones, à qui s'applique aussi le nouveau programme, ne comprennent pas pourquoi ils doivent arrêter avant seventy.

D'ailleurs, les écoles anglaises du Québec semblent avantagées du côté de l'enseignement des mathématiques, car elles utilisent les manuels — plus denses — publiés au Canada anglais.

Au Nouveau-Brunswick, affirme Michel Lyons, du Groupe de recherche en didactique des mathématiques, les autorités scolaires francophones s'arra-

chent les cheveux. On ne voudrait pas là-bas des nouveaux manuels québécois, trop faibles pour les programmes de la province.

Un manuel de 234 pages utilisé il n'y a pas longtemps en deuxième année n'en compte plus que 188 : « L'éditeur a tout simplement retranché des pages », dit Michel Lyons.

René Robillard, de l'Institut québécois de mathématiques, indique quant à lui qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, loin entre les objectifs des programmes et l'enseignement concret dans les classes. Ainsi, le nouveau programme a remis la géométrie en vigueur. Mais René Robillard doute qu'elle soit vraiment enseignée.

croit qu'il n'est ni bon, ni mauvais.

« Le programme du ministère, si on le regarde en pièces détachées, n'est ni fort ni faible et se compare bien avec ceux d'ailleurs, dit Jean Grignon, de l'association. Ce qu'on peut questionner, c'est sa cohérence interne et c'est aussi l'impact qu'il aura sur les autres programmes. »

L'association trouve surtout dommage que le nouveau programme ait bloqué la parution d'un guide pédagogique, prévu dans les anciens programmes. « On n'avait pas besoin de nouveau programme, dit Jean Grignon. On avait besoin surtout d'un renouvellement d'animation. »

André Fournier, responsable de la mathématique au primaire et au secondaire, explique ainsi la conception du nouveau programme : « Il s'agit d'un enseignement axé sur la compréhension et le développement d'habiletés et non d'un enseignement où l'élève imite des modèles ou assimile des explications ».

Maurice Morand, directeur général des programmes au ministère, signale que des équipes évaluent déjà le nouveau programme. « S'il s'avère qu'il y a des erreurs de parcours, on les corrigera, dit-il. Mais ça me surprendrait qu'on s'éloigne beaucoup du reste du Canada. »

Le président du Conseil supérieur de l'éducation, Pierre Lucier, croit lui aussi que le nouveau programme « n'est pas très divergent de ce qui se fait dans le reste de l'Amérique du Nord ».

Quoiqu'il en soit, demandez donc à un élève de la fin du secondaire de résoudre une équation à deux inconnues (exemple : la valeur de x et y si $6x - 2y = 2$ et $2x + 3y = 19$) ? C'était jadis un problème demandé à des enfants de septième année.

Aujourd'hui, la moitié des élèves d'une classe de onzième année testés par LA PRESSE n'ont pu résoudre un problème facile avec une seule inconnue (Si 42 clous pèsent 758 grammes, combien pèseront 73 clous ?).

En 1960, la règle de trois s'enseignait en quatrième année.



En première année, les élèves arrêtent maintenant de compter à 69 plutôt qu'à 100 comme avant.

Moins préparés

Aubert Daigneault, directeur du département de mathématiques de l'Université de Montréal, dit que ses nouveaux étudiants sont beaucoup moins préparés aux études universitaires qu'il y a 10, 15 ou 20 ans. « Le niveau a baissé au cours des années, dit-il. La maturité mathématique est moindre. Notre enseignement s'en ressent : il faut prendre les élèves où ils sont. »

Selon lui, les élèves québécois en mathématiques ont une préparation moins poussée que dans d'autres pays et dans d'autres provinces. « Ils ne recueillent pas la part qui devrait leur revenir dans les concours pan-canadiens », précise-t-il. Il note aussi que les finissants des cégeps anglais du Québec ont plus de succès que les finissants des cégeps français.

« L'élève qui sortait du primaire dans les années 65 avait des données de base sur la géométrie plane, dit-il. Il savait ce qu'étaient une droite, un cercle, une circonférence, un rayon, un triangle, un triangle rectangle. Aujourd'hui pas du tout. Et au secondaire, rares sont les professeurs qui enseignent la progression géométrique. »

D'autres sons de cloche

D'autres personnes interviewées donnent un son de cloche différent, moins critique en tout cas que les opinions du Groupe de recherche en didactique des mathématiques.

Tout en déplorant que le nouveau programme de mathématiques au primaire « accorde peu de place à la résolution de problèmes », l'Association des promoteurs de l'avancement de la mathématique à l'élémentaire

plus

Éditeur
Roger D. Landry

Coordination
Paul Longpré

Responsable
des chroniques:
Pierre-Paul Gagné
Tél.: (514) 285-7070

Page couverture:
Diane Gagné

Mise en page:
Jacques Gagnon
Fernand Marcotte

Collaboration

Philippe Barbaud
Jean Basile
Berthio
Serge Grenier
Claude Lafleur
Yves Leclerc
Simone Pluze
Christian Rioux

Toronto Michel Labrecque
Vancouver Daniel Raunet
Moncton Achille Michaud
Mexico Francis Pisani
Managua Jacques Lemieux
Paris Louis-B. Robitaille
San Salvador Édith Coron
Washington Jean-F. Lisée
Rome Jean Lapierre
Bruxelles Claude Moniquet
Chypre Robert Pouliot
Tokyo Huguette Laprise
Taiwan Jules Nadeau

Publicité

Responsable
des cahiers spéciaux
Manon Chevalier

Secrétariat
Micheline Perron
Tél.: (514) 285-7319

C'était un caribou

Un lecteur nous reproche d'avoir publié une photo de caribou pour illustrer le problème des orignaux encombrants de Terre-Neuve qui était mis en lumière dans notre reportage du 24 août sur cette province. Il a raison quant au choix de photo, mais l'auteur, Alice Parizeau, n'y est pour rien. Nos excuses.

La formation scientifique fait défaut

S'il y a un domaine où l'enseignement fait défaut au Québec, c'est dans la formation scientifique, affirment les professionnels intéressés à la question. Le nouveau régime pédagogique a prévu des cours de sciences pour tous les élèves, mais il a réduit le nombre de cours pour les élèves qui se destinent à une carrière scientifique.

Le directeur du programme au ministère de l'Éducation, Denis Chabot, est le premier à s'en plaindre. « Je ne sais pas pourquoi on a mis moins d'importance sur l'éducation scientifique alors qu'on vit en pleine période de révolution technologique et de concurrence mondiale, dit-il. Il faut croire que ça a été une décision politique. »

Avant, les jeunes qui voulaient être admis dans les disciplines scientifiques au collège suivaient des cours de science pendant au moins 900 heures au secondaire. Le nouveau régime pédagogique a coupé ce nombre à 200 heures. Après un rapport critique du Conseil des sciences du Canada et les pressions des professeurs de sciences, le nombre d'heures est remonté à 700.

« Mais c'est quand même 200 heures de moins qu'avant », souligne Claude Gadbois, président de l'Association des professeurs de sciences du Québec.

Selon Denis Chabot, les écoles secondaires anglaises privées du Québec offrent une concentration en sciences beaucoup plus poussée. « Les trois-quarts de leur bloc scientifique est composé de cours de mathématiques et de sciences. »

Un rapport d'un groupe de conseillers pédagogiques, publié l'an dernier, affirmait qu'à la Commission des écoles catholiques de Montréal, les sciences s'enseignent pendant 100 heures par année au secteur français et pendant 150 heures au secteur anglais.



Le talent scientifique existe au Québec mais il n'est pas stimulé par les cours de sciences dispensés dans nos écoles. À l'Expo-sciences de Montréal, le printemps dernier, les visiteurs ont pu constater que les jeunes ne manquent pas d'imagination. Claude Thibault, entre autres, a mis trois mois à fabriquer son « bras québécois ».

Des statistiques publiées par le Conseil des sciences du Canada démontrent que le Québec a, toutes proportions gardées, deux fois moins de professeurs de sciences que la Colombie-Britannique et en moyenne moins que les autres provinces.

Des cours obligatoires

Le nouveau régime a cependant le mérite de prévoir des

cours de sciences obligatoires à toutes les années jusqu'à la 10^e (Secondaire IV), ce qui n'existait pas avant.

Mais, en entrant au secondaire, les jeunes qui se dirigent en sciences ont seulement un cours d'écologie de quatre crédits, comme tous les autres. Ils n'ont pas la possibilité de s'inscrire à un cours supplémentaire optionnel. En revanche, ils doivent réussir deux crédits en morale ou en religion, un en for-

mation personnelle et sociale, un en éducation au choix de carrière et quatre en art, sans compter les crédits dans les matières de base (maths, français, etc).

Avant d'être amendé, le régime ne prévoyait aucun cours de science au Secondaire II. Cette année, les élèves doivent étudier l'environnement physique (météo, géologie). Au Secondaire III, le cours obligatoire porte sur la biologie humaine. Au Se-

condaire IV, il porte sur la physique et la chimie. Les élèves doués en sciences peuvent en plus commencer à s'inscrire à des cours optionnels en chimie et en physique.

« Pour l'élite, c'est moins que ce qu'il y avait avant », dit Denis Chabot. Selon lui, des collègues ont déjà refusé des finissants d'écoles secondaires qui avaient appliqué de façon expérimentale les nouveaux programmes de sciences.

Denis Chabot coordonne actuellement l'amélioration des programmes. L'INRS-Education (Institut national de recherche scientifique) enquête de son côté sur l'enseignement des sciences.

Au primaire

Au primaire, le nouveau régime prévoit des cours de sciences naturelles à toutes les années. Mais ils ne seront obligatoires qu'à compter de 1989.

« Les délais s'étirent... il faut encore attendre quatre ans, souligne Claude Gadbois. Le problème, ajoute-t-il, c'est que les titulaires n'ont pas reçu de préparation pour enseigner les sciences de la nature. » Les écoles normales et les universités leur ont appris comment enseigner la religion, mais pas les sciences. « Beaucoup de maîtres ont peur de ne pas pouvoir répondre aux questions des enfants, précise Denis Chabot. Alors ils préfèrent ne pas aborder le sujet. » Quelques tentatives de perfectionnement ont été faites dans les universités, « mais les efforts sont tellement éparpillés... »

Claude Gadbois rentre de Grande-Bretagne. Il a pu y observer comment les sciences s'y enseignaient. « L'encadrement pédagogique est bien meilleur là-bas, dit-il. Des conseillers soutiennent les enseignants. Ici, c'est très faible. »

« On a un bon programme de sciences naturelles, dit Maurice Morand, directeur général des programmes au ministère. Encore faut-il qu'il s'enseigne... »

Retour à l'ordre en France

A en croire la rumeur publique, la rentrée scolaire 1985 en France se fait sous le signe du « retour à l'ordre ». Pendant 15 ans — dans la foulée de mai



Louis-Bernard Robitaille

A PARIS

68 — il n'avait été question que de réforme, de « nouvelles pédagogies », de nouvelle école, etc. Sous la baguette du ministre Jean-Pierre Chevènement, les mots d'ordre changent : l'école doit d'abord servir à transmettre le savoir, l'ordre et la discipline doivent régner, on doit accorder la priorité aux « contenus ».

Après quinze années de réformes successives et d'expériences pédagogiques diverses, Chevènement demande énergiquement aux enseignants de rétablir la dictée, l'enseignement traditionnel de l'histoire et de la géographie, d'encourager l'émulation et de valoriser les diplômes. A l'endroit des tenants de la « nouvelle pédagogie », il ironise : « Certes l'école doit servir à apprendre à apprendre. Mais la meilleure façon d'apprendre à apprendre, c'est encore d'apprendre. » En clair : moins d'activités d'« éveil », et davantage de manuels scolaires.

Ce virage à droite — ou considéré comme tel — était dans l'air depuis quelque temps. Dans les deux dernières années récemment, on ne compte plus, dans les succès de librairie, les livres-catastrophes consacrés à l'éducation. Du style : « Pourquoi on rend nos enfants idiots » de Maurice Maschino. Comme au Québec — et bien d'autres pays occidentaux — on entend de tous les côtés les récriminations des parents: nos enfants n'apprennent rien, ils ne savent plus l'orthographe, ils ne savent même plus lire, ils ne font que des « expériences pédagogiques », etc.

Une seule surprise

La seule surprise, à première vue, c'est que ce coup de barre apparemment conservateur soit

donné par l'enfant terrible de la gauche française, le jeune (46 ans) leader de la gauche du Parti socialiste, aussitôt après sa nomination au ministère de l'Éducation. Inspiré par Jean-Claude Milner, un brillant intellectuel ex-gauchiste, et que les syndicalistes enseignants considèrent comme « un réac », Chevènement est devenu d'un coup le chouchou des journaux de droite. Invité à « Apostrophes », le ministre s'est retrouvé accablé de louanges par des écrivains réputés ultraconservateurs. Le monde à l'envers.

Cela ne veut pas dire que le fonctionnement des écoles va changer du jour au lendemain. Mais il y a assurément changement de philosophie au ministère de l'Éducation.

Pour Jean-Claude Milner, le point central dans la politique de Chevènement, c'est le retour à la notion de « savoir ». « Pendant quinze ou vingt-cinq ans, nous dit-il, la position dominante dans l'enseignement a consisté à tout miser sur l'épanouissement de l'élève, son éveil, le brassage des élèves de différents niveaux. Au détriment des contenus. On se méfiait du savoir. En réalité, il n'y a pas d'école sans transmission des savoirs. Les tenants des « réformes » en tout genre soutiennent que cette transmission des savoirs perpétue les inégalités sociales. Sans doute. Mais il est maintenant établi que la destruction des savoirs traditionnels ne rend pas la société plus égalitaire : elle détruit l'école, c'est tout. »

Jean-Claude Milner ne croit pas nécessairement qu'il y ait « baisse globale de qualité » de l'enseignement : « En moyenne, il est vrai qu'on maîtrise moins bien l'expression écrite, dit-il, et c'est un problème réel pour les futurs citoyens dans la vie courante. Par contre, la maîtrise des mathématiques a progressé. Quant à l'orthographe, il faut voir quelle est la situation réelle avant de crier au désastre. »

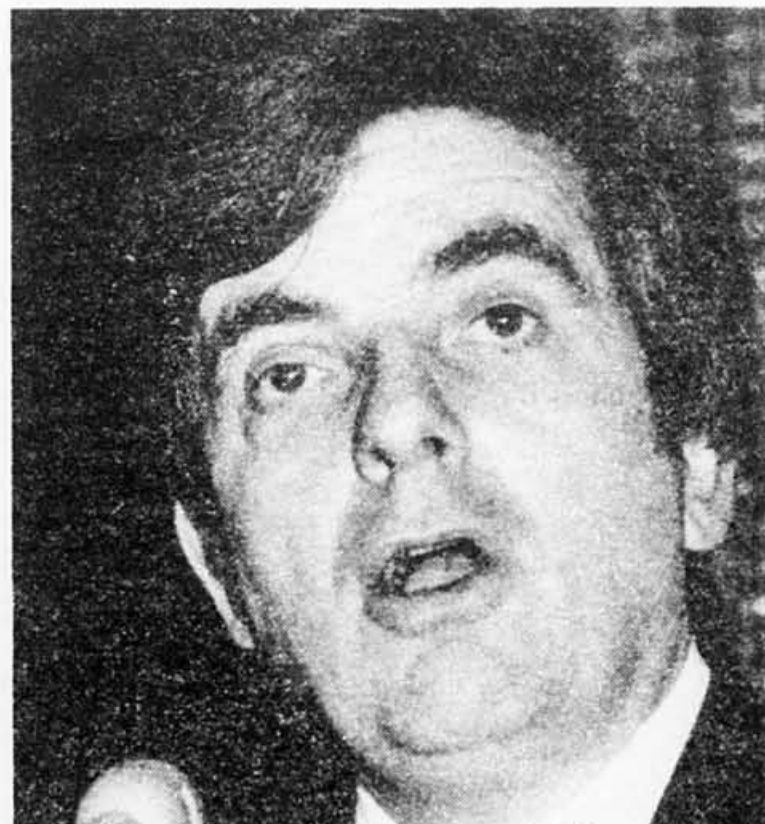
Absence de politique

Ce qui est pour lui évident par contre, c'est que, « depuis vingt ans il n'y a plus de gestion intelligente de l'éducation nationale en France ». Ce qui a ravagé l'éducation à long terme selon lui, ce n'est pas la nouvelle pédagogie, mais l'absence de politique. D'un côté, une idéologie dominante de gauche qui poussait aux « expériences », de

l'autre des « ministres de droite » qui multipliaient des « réformes vides ». « Au nom des idées nouvelles, on a fait des réformes qui non seulement ne coûtaient rien mais permettaient de faire des économies, une éducation au rabais. » Exemple de Milner : la formation d'enseignants « au rabais » qui, tenus de connaître deux matières au lieu d'une, n'en maîtrisent vraiment aucune.

pédagogie » ne sont pas incompatibles.

Sur la « baisse de qualité », bien difficile de se faire une idée exacte : Mouchoux admet une détérioration de « l'expression écrite » — mais l'impute en partie (et avec raison) au développement de l'audiovisuel. Par contre, pour l'orthographe, il soutient que rien n'a vraiment changé : une étude sérieuse montre que le nombre de



Jean-Pierre Chevènement

photothèque LA PRESSE

Bien qu'il considère Jean-Claude Milner comme un « réactionnaire » et qu'il n'apprécie pas beaucoup le ton et certaines idées de Chevènement, Alain Mouchoux, dirigeant de la Fédération de l'éducation nationale, n'est pas féroce hostile à ce virage « conservateur » : « Quand Chevènement dit que l'école doit d'abord servir à apprendre quelque chose, que le maître sert à quelque chose et que ça doit se passer dans l'ordre et pas dans l'anarchie, nous sommes cent pour cent d'accord. Nous l'avons toujours dit. »

Le secrétaire national de la FEN se méfie pourtant des grands discours généralisateurs. D'abord, selon lui, l'école des années 70 n'était pas si mauvaise qu'on l'a dit. Ensuite, transmission du savoir et « nouvelle

fautes pour la même dictée n'avait pas bougé de 1907 à 1965 (mais il manque les données pour les années 65-85).

Changement de philosophie

S'il est vrai que la philosophie a changé, dit-il : « en composition, à huit ans, on favorise l'expression personnelle sans pénaliser l'élève pour les fautes d'orthographe. Même chose en histoire, en physique : est-ce un tort ? Pas sûr. »

Par contre, il s'insurge contre le fait que cette baisse de qualité soit due aux nouvelles méthodes : « On a accusé par exemple la méthode globale. Mais si on avait fait une enquête, on aurait constaté qu'elle était utilisée par un pour cent à peine des enseignants... »

Mouchoux est d'accord pour

la « révision du savoir ». « Encore faut-il savoir lequel et comment ? D'accord pour transmettre un savoir, mais pas un savoir encyclopédique qui sera désuet dans cinq ans. Pas question de revenir aux « contenus » traditionnels qui consistaient, en histoire, à mémoriser des dates et en géographie, à apprendre par cœur les départements français... »

Dernier volet de la « rentrée Chevènement » : le mot « sélection », qui fut tabou pendant des années, est lui aussi réhabilité. L'école égalitaire, où tous les niveaux de qualité et de performance sont mélangés, est rangée au rayon des utopies et des hypocrisies nefastes. Et Chevènement de vanter l'« élitisme républicain », l'« émulation », etc.

Sélection

Jean-Claude Milner, grand partisan de la sélection, se défend d'être un « néo-conservateur » à la Reagan-Thatcher. « Pour eux, dit-il, sélection veut dire tout simplement élimination précoce des moins doués, et surtout privatisation totale des établissements de qualité. Rien à voir avec la France, où 85 p. cent des élèves sont dans le public, et où les meilleurs établissements sont justement publics. Pour maintenir cette qualité, il faut pratiquer une sélection. Même quand on la dénonçait, on la pratiquait. Mais sans le dire, clandestinement. Je préfère une sélection officielle, organisée, planifiée. »

A la FEN, où le demi-million d'adhérents a depuis toujours le cœur à gauche, le mot « sélection » continue à faire sursauter. Même si on admet que les « grands » lycées français la pratiquent pour maintenir leur niveau. « Par contre, dit Alain Mouchoux, si « élitisme républicain » veut dire qu'on élève massivement le niveau de qualité du plus grand nombre et que, par la suite, mais seulement après, on permet aux meilleurs de se distinguer, alors d'accord. »

Le virage « conservateur » en France, bien que très net, et applaudi apparemment par une majorité de parents de toutes opinions, ne fait pas ici l'effet d'une révolution. Peut-être parce que l'école (publique), malgré les modes néo-pédagogiques, était restée, plus qu'ailleurs, relativement « conservatrice ». Et, malgré les nombreuses critiques, de qualité. □

Un mouvement de réforme balaie les États-Unis

Si on vous parle d'une école secondaire où les étudiants n'ont pas de devoirs et très peu d'exams, où ils ne sont pas tenus de souffrir en grammaire ou de suer en mathématiques, où ils n'ont pas à découvrir chaque jour de nouveaux verbes irréguliers dans une langue seconde, vous répondrez que ce n'est pas sérieux.



Jean-François Lisée

À WASHINGTON

Si on vous dit que cette école existe, à des dizaines de milliers d'exemplaires, aux États-Unis, vous répondrez qu'on exagère. « Je sais qu'une partie de ce que je suis en train de vous expliquer peut sembler incroyable pour un Européen ou un Canadien », avoue, Dennis Doyle, directeur de la recherche en éducation à l'American Enterprise Institute, un influent centre d'études conservateur. Le système scolaire américain répond pourtant, dans l'ensemble, à cette description. Il y a deux ans, un rapport commandé par la Maison-Blanche et intitulé « une nation en péril » alertait l'opinion sur l'état lamentable de l'éducation primaire et secondaire. Les résultats scolaires des étudiants terminant le secondaire ont décliné sans arrêt pendant 17 ans. Le diplôme du « high school » est, aux yeux des employeurs, sans valeur.

L'éducation aux États-Unis est du ressort de chaque État. Depuis deux ans, un mouvement de réforme a balayé les assemblées législatives du pays et partout on parle le langage de la rigueur et de l'effort. Début septembre, dans une de ses adresses radiophoniques hebdomadaires, le président Reagan encourageait les étudiants à s'appliquer et leur disait: « Si vos professeurs ne vous donnent pas de devoirs à faire à la maison, demandez-leur pourquoi. »

Nous avons demandé à Dennis Doyle de nous expliquer ce qui est en train de changer,

dans les salles de cours américaines. Voici l'essentiel de l'entrevue qu'il nous a accordée à Washington:

PLUS — Peut-on parler d'un mouvement général de réforme de l'enseignement secondaire?

D. DOYLE — Oui, c'est un mouvement très important qui a touché presque tous les États du pays. Certains plus que d'autres, notamment le Texas, la Californie, l'Arkansas et le Tennessee, mais je crois qu'aucun État n'a échappé à la vague. L'effort est sérieux et soutenu.

PLUS — Quel est le principal problème du réseau scolaire?

D. DOYLE — Le plus gros problème est que les étudiants ne travaillaient pas assez. Trop peu était exigé des étudiants, comme des enseignants. L'objectif, dans les 50 États, est d'augmenter l'effort et d'améliorer les résultats. Pour les professeurs, ça signifie que l'accès à la session est plus difficile, pour les étudiants, ça signifie des tests de fin d'études secondaires plus durs, un processus de sélection plus sévère pour accéder au collège et à l'université.

PLUS — Une des phrases clés des réformistes est le « retour à la base » (back to basic). Dans plusieurs États, on oblige maintenant les étudiants à suivre quatre ans d'anglais, leur langue maternelle, et au moins deux de mathématiques. C'est dire que jusqu'ici ils n'étudiaient pas cette « base »?

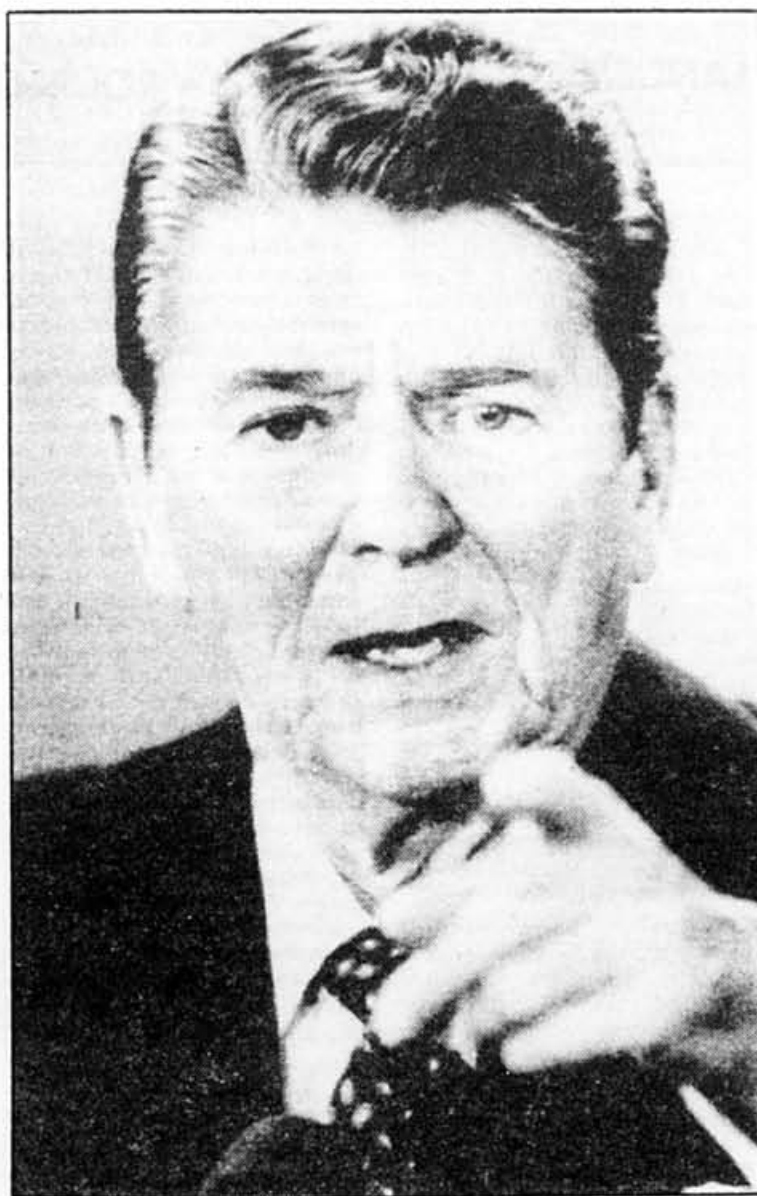
D. DOYLE — Effectivement, ils n'avaient même pas ce minimum. Dans plusieurs cas, en plusieurs régions on a constaté que deux tiers des étudiants suivaient un « cours général ».

PLUS — C'est une tendance générale de réintroduire certaines matières de façon obligatoire?

D. DOYLE — Oui. Mais ce n'est pas suffisant pour mesurer l'apprentissage. Quelqu'un peut prendre quatre ans d'anglais mais encore faut-il savoir si les cours sont bons. Ce qu'il faut, et on commence à le voir, ce sont des examens et des tests pour mesurer réellement ce que l'étudiant a retenu.

PLUS — Certains États ont décidé qu'il y aurait des tests chaque année ou tous les deux ans. Est-ce que ça veut dire que les étudiants n'étaient pas astreints à des examens?

D. DOYLE — Dans la plupart des États, il était possible pour un étudiant du secondaire d'ob-



photothèque LA PRESSE

Le président Reagan encourageait les étudiants à s'appliquer et leur disait: « Si vos professeurs ne vous donnent pas de devoirs à faire à la maison, demandez-leur pourquoi. »

tenir son diplôme sans jamais avoir passé un examen général. Il y avait bien sûr des tests préparés par les professeurs chaque semestre, mais ces tests variaient d'un endroit à l'autre et ne couvraient pas l'ensemble de la matière, contrairement à ce qu'on voit en Europe ou au Canada.

PLUS — Une autre chose étonnante concerne les devoirs à faire à la maison. L'État de New York vient d'imposer entre une demi et deux heures de devoirs aux étudiants du secondaire.

D. DOYLE — Les devoirs

avaient pratiquement disparu dans ce pays. Ils ne subsistaient que dans les écoles les plus exigeantes. Les études effectuées sur la question ont montré, ce qui n'est pas surprenant, que les devoirs fournissent un apport considérable à ce que l'étudiant retient.

PLUS — L'État du Texas a introduit un règlement intéressant, le « no pass, no play », qui signifie qu'un minimum doit être atteint dans chacune de ses matières pour avoir le droit de participer aux activités parascolaires comme le sport ou le théâtre. C'est une exception?

D. DOYLE — Non, ce système sera appliqué dans la région de Washington bientôt et est déjà en application dans beaucoup d'écoles privées. C'est aussi le cas dans plusieurs collèges et universités.

PLUS — Les équipes de football scolaires ne vont pas être désertées?

D. DOYLE — Non, la barre de 70 p. cent devrait être atteinte assez facilement, mais il est vrai que dans plusieurs écoles le système a obligé beaucoup d'étudiants à abandonner leurs activités sportives ou autres et à se mettre à leurs devoirs. Comme le dit un des auteurs de « Une nation en péril », c'est comme lorsqu'un père permet à son enfant de partir jouer au basket-ball seulement lorsqu'il aura fini de tondre le gazon. C'est aussi simple que ça.

PLUS — Les professeurs aussi passent un moment difficile, on leur demande maintenant de subir des tests. Dans quel but?

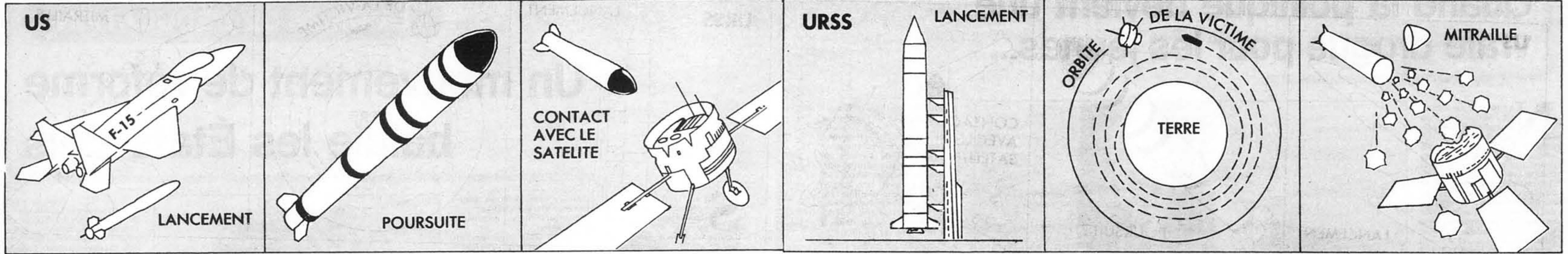
D. DOYLE — Ça s'applique aux professeurs qui cherchent leur premier emploi. Les tests varient d'un État à l'autre mais visent essentiellement à vérifier la capacité du professeur à lire, écrire, raisonner, comprendre et analyser un texte, démontrer une connaissance minimale des mathématiques.

PLUS — Mais leur diplôme ne suffit-il pas à démontrer qu'ils ont les connaissances voulues?

D. DOYLE — Pas du tout. Il est possible d'étudier l'enseignement dans une mauvaise université où on n'aura jamais appris à effectuer une recherche ou à utiliser les mathématiques. La preuve en est que sur un échantillon significatif des professeurs qui enseignent en Arkansas, 12 à 15 p. cent ont échoué aux tests.

PLUS — « Une nation en péril » affirmait que pendant 17 ans les résultats scolaires des étudiants avaient baissé. Depuis le début du mouvement de réforme, est-ce qu'on a constaté une amélioration?

D. DOYLE — C'est un peu tôt pour l'affirmer, mais en tous cas la situation n'a pas empiré. Je crois que les résultats se sont redressés de deux ou trois p. cent en moyenne, ce qui n'est pas statistiquement significatif mais ça indique que nous avons atteint le creux de la vague et que nous nous dirigeons vers une amélioration. □



Dans les prochains jours (si ce n'est déjà fait), l'U.S. Air Force tentera la première destruction d'un satellite à l'aide de son nouveau missile SRAM-Altair. Un chasseur supersonique F-15 lancera le missile sur un satellite américain qui est, de toute façon, à la fin de sa vie. La date de la tentative et la cible visée sont tenues secrètes afin d'éviter que les Soviétiques ne suivent «de trop près» toute la manoeuvre.

La mise au point des armes antisatellites — couramment appelées «Asats» — n'a cependant rien de nouveau: dès le 7 août 1959, un missile Bold Orion largué d'un bombardier B-47 frôla l'Explorer-6 de la NASA. Cette première tentative d'interception d'un satellite démontra la possibilité de réussir l'opération à partir d'un avion en vol. Le présent système américain repose donc sur une technique éprouvée il y a vingt-six ans.

Depuis ce jour, une cinquantaine d'essais ont été réalisés par les États-Unis et l'Union soviétique. Alors que les Américains préconisent l'attaque directe des satellites, les Soviétiques préfèrent la technique du rendez-vous sur orbite. Leur méthode consiste, en effet, à placer sur orbite un satellite qui est par la suite teleguidé de façon à rejoindre sa cible. Parvenu à proximité, ce kamikaze des temps modernes explose, bombardant sa victime d'éclats. Les deux camps ont toutefois fait l'essai de toute une gamme d'Asats, de sorte que l'historique de ceux-ci est en quelque sorte le catalogue des armes de l'espace...

Asats nucléaires

Au début des années soixante, les Américains étudièrent les effets d'une explosion nucléaire dans la haute atmosphère terrestre. Dans le cadre du programme Starfish, le 9 juillet 1962, ils firent exploser une

petite bombe thermonucléaire à 400 kilomètres au-dessus de l'île Johnston (dans le Pacifique). Les particules radio-actives produites par l'explosion formèrent graduellement une ceinture artificielle de radiations autour de la Terre et celle-ci endommagea sérieusement quelques satellites. La méthode s'avéra, de fait, si efficace que l'on en déduisit que de puissantes explosions mettraient hors d'usage tous les satellites. Les



Claude Lafleur

Américains abandonnèrent donc ce procédé «suicidaire». (Notons, au passage, qu'aujourd'hui encore, il arrive que des explosions atomiques réalisées à la surface du globe causent certains dommages aux satellites qui ne sont pas protégés adéquatement.)

En 1963, le département de la Défense entreprit la mise au point d'une arme antisatellite plus sélective, faisant appel à des missiles équipés d'une charge nucléaire. A cette fin, huit tirs de missiles Nike-Zeus furent réalisés en direction de cibles orbitales; ainsi, dès la première tentative, l'un d'eux intercepta directement un étage de fusée Agena-D. Le système n'entra cependant jamais en service, mais fut plutôt remplacé par un autre plus puissant.

Dans le cadre du Projet 437, deux bases de lancement pour missiles Thor furent construites sur l'île Johnston et, de là, l'USAF réalisa seize tirs d'essai. Dès le premier, réalisé le 14 février 1964, le missile frôla l'étage de la fusée porteuse du satellite Transit-2A. L'année suivante, un second Thor ne passa

qu'à 1,5 kilomètre de sa cible. Le président Lyndon Johnson déclara peu après que les États-Unis possédaient dès lors un système opérationnel antisatellite. Les missiles Thor étaient en mesure de détruire des satellites orbitant jusqu'à une altitude de 1 300 kilomètres. Mais, en plus de leur rôle d'Asat, on rapporte que les Thor permettaient également de photographier sur orbite les satellites soviétiques et de ramener ces images sur Terre. L'on ne sait cependant pas si de telles opérations — uniques dans les annales spatiales — eurent lieu.

Les missiles Thor devaient utiliser, en temps de guerre, une tête nucléaire pour détruire les satellites ennemis. Cependant, à partir des années soixante-dix, une ogive non nucléaire fut mise à l'épreuve, sans succès. Le vecteur nucléaire demeura opérationnel jusqu'en 1975, date où il fut officiellement démantelé... (Il pouvait cependant être remis en service dans un délai de six mois.)

Les «inspecteurs» soviétiques

Les Soviétiques entrèrent dans «la course aux Asats» bien après les Américains, mais comblèrent rapidement leur retard. En effet, leur premier essai d'interception n'eut lieu qu'en octobre 1968: Kosmos-249 manœuvra en direction du Kosmos-248, y passa tout près, puis s'en éloigna avant d'exploser en mille morceaux. Le mois suivant, l'opération fut répétée par Kosmos-252 qui croisa lui aussi Kosmos-248, avant d'exploser à son tour un peu plus loin... Dans les deux cas, l'agence TASS déclara simplement que «le programme scientifique de la mission était complète».

Ce n'est que deux ans plus tard que la seconde série d'essais eut lieu. Cette fois, la cible de la fusée porteuse du satellite Transit-2A. L'année suivante, un second Thor ne passa

toutefois être détruite. L'année suivante, les Soviétiques procédèrent à trois autres tentatives d'inspection similaires. Une fois de plus, dans tous les cas, TASS annonça que «les objectifs scientifiques de la mission étaient réalisés» — sans toutefois en mentionner un seul. Evidemment, l'absence de résultats «scientifiques» quelconques souleva dès le départ le scepticisme des Occidentaux. Cette curieuse opération — où la cible n'est délibérément jamais détruite — donna à penser que les Soviétiques mettaient davantage l'accent sur un système d'inspection des satellites. Pour expliquer le fait que les Kosmos n'exploient seulement qu'après leur survol, on suggéra qu'en temps de guerre, ces intercepteurs auraient pour mission de n'éliminer un satellite ennemi que s'il présente un certain danger.

La mise à l'essai des inspecteurs soviétiques marqua une pause en 1971, coïncidant avec les négociations SALT-1. Bien que ces dernières ne portaient pas sur ce type d'activité, la question fut soulevée par les représentants américains. Au cours des quatre années qui suivirent, les Soviétiques réalisèrent discrètement des exercices visant la préparation ultra-rapide du lancement des fusées porteuses des Kosmos inspecteurs. En effet, alors qu'un lancement de satellite demande normalement plusieurs semaines d'intenses préparatifs, les Russes développèrent la technique leur permettant de mener à bien l'opération en moins de 90 minutes!

La reprise des essais soviétiques eut lieu en février 1976, alors que Kosmos-804 croisa Kosmos-803, sans tenter de la détruire. Une opération de lancement ultra-rapide fut réussie pour la première fois le 13 avril 1976 lorsque Kosmos-814 intercepta en un peu plus d'une heure le numéro 803. Trois autres séries d'essais furent réalisées au cours des mois suivants.

USA et URSS se livrent au jeu du chat et de la souris dans l'ESPACE

Dans certains cas, les inspecteurs explosèrent après le rendez-vous mais, une fois de plus, aucune cible ne fut détruite.

Ces réussites inquiétèrent grandement les Américains: ceux-ci constataient en effet que les Soviétiques pouvaient détruire un de leurs satellites en moins de temps qu'il ne leur fallait pour s'en rendre compte. Ainsi, un engin fonctionnant parfaitement pouvait survoler une station de contrôle américaine, puis ne plus jamais y revenir. Que se serait-il passé? En moins de temps qu'il lui en aurait fallu pour faire un tour de Terre, un Kosmos l'aurait abattu... Les Américains remarquent, de plus, que les intercepteurs soviétiques opéraient à l'altitude où naviguent habituellement leurs satellites de reconnaissance, d'écoute électronique, de météorologie et de navigation.

Négocié «à coups de bâton et de carottes»

La reprise des opérations Asats soviétiques contribua à stimuler les programmes de recherche amorcés en août 1975 aux États-Unis. Les Américains étudiaient alors la possibilité de placer sur orbite des satellites dotés de plusieurs projectiles capables de détruire leur cible par collision. Ils envisageaient également la mise au point d'un nouveau missile semblable au Thor, mais qui n'utiliserait cependant plus d'ogive nucléaire.

En juin 1978, Soviétiques et Américains entreprirent de discuter de l'élimination des Asats («les pourparlers d'Helsinki»). Cependant, les Soviétiques exigèrent que les Américains mettent fin au programme de la navette spatiale, considérant celle-ci vouée principalement à l'inspection et à la destruction de leurs satellites. Pis, pour défendre leur propre programme antisatellite, les Soviétiques prirent l'offensive en accusant les États-Unis de militariser l'espa-

ce et en soutenant que l'URSS était davantage victime qu'agresseur! Evidemment, les discussions se terminèrent dans la discorde, dès juillet 1979.

Parallèlement, l'Armée de l'air américaine opta pour un système Asat plus souple: un missile mis à feu à partir d'un avion de chasse supersonique en plein vol. Cette mini-fusée, longue de seulement cinq mètres et ne pesant que 1200 kilogrammes, est constituée de deux étages propulsifs dérivés des roquettes SRAM et Altair, coiffée d'une tête-chercheuse attirée par la chaleur dégagée de la cible. Ce SRAM-Altair a la capacité d'intercepter un satellite en quelques minutes et à la foudroyante vitesse de 40 000 km/h! A une telle rapidité, il va sans dire que le missile détruit sa cible au contact, de sorte qu'il n'est pas muni d'une ogive nucléaire. Ses principales cibles, en temps de guerre, seront les satellites radars soviétiques — seuls capables de repérer les navires et les sous-marins de la marine américaine.

Entre-temps, de 1977 à 1982, l'Armée rouge poursuivit sa série d'essais antisatellites. Le 18 juin 1982, une surprenante opération eut lieu lors de l'interception de Kosmos-1375 par Kosmos-1379. Durant les quatre heures que durèrent les manoeuvres, les Soviétiques mirent à feu deux missiles intercontinentaux, deux missiles d'interception ainsi qu'un cinquième à partir d'un sous-marin, et lancèrent deux nouveaux satellites militaires. Toute une performance puisque «jamais personne n'a conduit un tel exercice», affirme Nicholas Johnson, analyste réputé du programme spatial soviétique. «Il semble que les Russes aient simulé un conflit comprenant la destruction de satellites et leur remplacement subséquent», conclut-il. L'exercice semble avoir été un franc succès puisque, depuis cette date, aucun autre essai d'Asat n'eut lieu. (Cinq bases de lancement du cosmodrome de Baïkonour-

Tyuratam sont cependant exclusivement réservées aux opérations de ce système.)

Deux mois plus tard, l'URSS proposa de reprendre le dialogue sur l'élimination des armes de l'espace. Cette offre, inattendue en Occident, avait vraisemblablement pour but de contre-carrier la mise au point du missile SRAM-Altair puisqu'elle coïncidait avec le début des essais. Cette ouverture soviétique ne manqua pas de sensibiliser le Congrès américain qui demanda au président Reagan le report des essais du missile.

Le premier tir eut finalement lieu le 21 janvier 1984 au-dessus de la Californie. A cette occasion, le SRAM-Altair ne visa qu'un point quelconque de l'espace. Le 13 novembre dernier, un second missile visa une étoile — sans toutefois l'atteindre — afin d'évaluer la tête-chercheuse en infrarouge. Le troisième essai — qui vise à abattre un satellite — devait normalement intervenir au printemps dernier, mais il fut retardé par suite de difficultés techniques et politiques. En effet, plusieurs membres du Congrès américain s'inquiètent à présent des répercussions qu'aura une telle démonstration sur les pourparlers de Genève (qui portent justement sur la démantèlement de l'espace).

Normalement, au cours de la prochaine année, l'U.S. Air Force devrait réaliser deux autres interceptions orbitales. Mais la mise au point du missile Asat subit de nombreux retards et dépassements de coûts. Le programme, comprenant en tout douze tirs, pourrait permettre l'entrée en opération du système à la fin de la présente décennie. Cela aura nécessité des dépenses (d'au moins) 3,6 milliards de dollars américains.

Bannir les armes antisatellites

Malgré tous ces efforts déployés, aucun Asat ne peut ac-

tuellement dépasser l'altitude des 3 000 kilomètres. Or, les satellites de communication et d'alerte avancée sont pour la plupart perchés sur orbite géostationnaire, à 36 000 kilomètres d'altitude. En fait, la façon qui semble la plus efficace pour les déloger est le recours aux canons à rayons laser. Ceux-ci devront être placés sur orbite, car les rayons lasers s'affaiblissent rapidement dans l'atmosphère terrestre. Selon les services de renseignements américains, les Soviétiques disposeraient déjà de la technologie nécessaire et s'approprieraient même à en faire l'essai sur orbite. Aux États-Unis, les recherches vont également bon train.

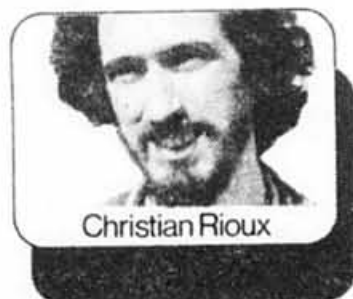
En dépit des apparences, il semble que les Soviétiques et les Américains désirent réellement bannir les armes Asats. Il leur est cependant extrêmement difficile d'en discuter, d'autant plus que toute entente éventuelle se butera à l'impossibilité de vérifier son application, étant donné le nombre quasi illimité de formules Asats possibles.

En effet, outre les systèmes actuellement en développement, il serait possible d'attaquer un satellite en plaçant «en douce» des mines sur orbite terrestre et de ne les utiliser qu'au moment voulu (cette formule serait particulièrement efficace contre les satellites en orbite géostationnaire). Une autre technique consisterait à bombarder les satellites ennemis au moyen de lasers basés sur Terre. Il est évidemment possible de rendre totalement invisibles de telles installations. Il y a, finalement, l'ultime méthode qui consisterait à détruire d'un coup tous les satellites en faisant exploser des charges atomiques dans la haute atmosphère terrestre et de rapidement remplacer les siens.

CLAUDE LAFLEUR est journaliste pigiste, spécialisé en astronautique.

Quand la politique devient une vraie drogue pour les jeunes...

Ne cherchez pas le nom de l'association dans le bottin téléphonique, il n'y est pas. Impossible d'y adhérer en versant une cotisation en échange d'une carte de membre qui n'existe pas. Pas de membership officiel, d'élection et de constitution. Pourtant, ses membres n'ont rien des adeptes de l'Ordre de Jacques-Cartier ou d'un groupe terroriste, bien qu'ils s'intéressent de près à la politique.



Christian Rioux

L'Association québécoise des jeunes dirigeants politiques est le pendant québécois de la CAYPL, une organisation canadienne subventionnée par les ministères de la Défense et des Affaires extérieures comme il en existe dans tous les pays de l'Alliance atlantique. Le regroupement, que ses dirigeants sont en train de remettre sur pied, ressemblait jusqu'à tout récemment à un club de voyage permettant à de jeunes politiciens de parcourir les pays de l'OTAN aux frais de la princesse. Au Québec, le groupe veut se transformer en forum de discussion sur les grandes questions qui préoccupent les jeunes engagés dans la politique active, quelles que soient leurs attaches politiques.

«C'est quand même quelque chose d'un peu étrange» me confie Jean Carle, président de la Commission jeunesse du Parti libéral du Canada, section Québec, qui a bien voulu m'introduire dans le saint des saints à l'occasion d'un brunch dominical où une dizaine de jeunes fils et filles indignes entre 20 et 30 ans ont délaissé le diner traditionnel de la fête des mères pour leur passion favorite! la politique.

« Comme l'héroïne... »

Il s'agit bien d'une piqure, affirme la cadette du groupe, Carole Therrien qui, à 19 ans, est attachée politique au bureau de René Lévesque depuis un an. «C'est comme l'héroïne, une fois qu'on y a goûté, on ne peut plus s'en passer.»

Car, ils en mangent de la politique, ces jeunes qui, à l'âge où l'on préfère généralement poursuivre ses études, partir en



photo Pierre McCann, LA PRESSE

« La politique, c'est comme l'héroïne. Une fois qu'on y a goûté, on ne peut plus s'en passer, » dit Carole Therrien, âgée de 19 ans, attachée politique au bureau du premier ministre.

voyage ou, plus simplement, trouver un premier emploi stable, ont choisi de hanter les corridors de la Chambre des communes, les bureaux de ministres et les réceptions du parti.

Tout y passe, les week-ends, les soirées et parfois même les études. C'est pourquoi les jeunes sont particulièrement prisés au sein du personnel politique où la moyenne d'âge frise souvent les 25 ans.

Stephen Shennec, ex-président des jeunes libéraux fédéraux et attaché politique au bureau de Francis Fox avant la dé-

faite, affirme: «Il n'y a pas beaucoup de personnes de 30 ou 40 ans qui voudraient faire ces jobs-là. Il ne faut pas être marié ou il faut avoir une blonde très compréhensive et ne pas chercher la sécurité d'emploi immédiatement. Car, tu es un peu l'esclave de ton patron.»

Carole Therrien en sait quelque chose. Elle cite l'exemple de cette fille que l'on appelle à Montréal à la fin de la soirée pour lui demander d'être à Québec aux premières heures le lendemain... «Pauvre gars» dit-elle avec un ton de compassion, comme s'il s'agissait de quel-

qu'un qu'elle connaît bien. Ses seuls loisirs, entre deux conférences de presse? Le lavage, la seule chose qui lui change véritablement les idées!

L'épreuve du pouvoir

Pour Carole — est-elle l'exception qui confirme la règle? — les jeunes sont fondamentalement contestataires. «Ils sont contre le pouvoir. Qu'il soit bleu ou rouge, le pouvoir c'est pas correct.»

Comment ont-ils vécu ce passage du rang des contestataires

à celui du parti au pouvoir? Une transition difficile pour Denis Carmel qui se rappelle avoir voté oui au référendum mais qui est actuellement secrétaire exécutif de l'association des jeunes progressistes-conservateurs au Québec. «Avec l'arrivée au pouvoir, nos budgets ont de beaucoup diminué. On ne nous demande plus la même chose. Dans trois ans, l'argent reviendra, mais en attendant il faut défendre les positions du gouvernement et c'est pas toujours facile.» Pas facile en effet, pour ce jeune homme de 29 ans qui sort de l'ordinaire, se considère fondamentalement paresseux et avoue ne pas toujours défendre la ligne de son parti.

Stephen Shennec a vécu la même expérience amère. «Le fun, le défi du militant est dans l'opposition. Après un premier mandat, l'aile parlementaire n'a plus du tout besoin de toi. Le show est ailleurs. C'est là que tu commences, comme jeune, à ressentir tes premières souffrances morales et à expérimenter la politiciaillerie qui devient encore plus visible au pouvoir. C'est difficile à endurer, cette frustration.»

La « petite » politique

Politiciaillerie, le mot est lâché. Les jeunes en sont-ils exclus? Pas vraiment, si l'on en croit Stephen Shennec pour qui elle se pratique à 20 comme à 40 ans. Malgré tout, il croit déceler chez les jeunes politiciens une attitude et un style différents, ils seraient plus francs, plus directs et plus ironiques à l'égard de la politique elle-même, lui qui ne se gêne pas par ailleurs pour qualifier le débat politique de ces dernières années de débat «entre vieillards».

C'est la mode rétro, dit-il. «Presque tous les partis nous offrent des leaders politiques qui sont sur leur retour ou qui sont là depuis longtemps. Ce qui est désolant, c'est de voir que la société n'a pas été capable de préparer une relève. Entre la fin des années 70 et le début des années 80, il y a eu un vide où la jeune génération n'est pas arrivée à monter plus haut. Les militants et la machine des partis se sont tournés vers des valeurs sûres. Sauf qu'on s'est aperçu que les nouveaux dirigeants véhiculaient un message vieux de dix ans.»

Lorsque je lui demande cependant s'il est intéressé à affronter l'électorat un jour, il lâche un non catégorique comme la plupart des participants autour de la table. «On connaît trop ce que c'est!»

Curieux retour de l'histoire...

Les 20-30 ans en politique sont les enfants du référendum

« **A**pathiques », « démobilisés », « indifférents », les adjectifs ne sont jamais assez forts ni suffisamment dramatiques chaque fois qu'il s'agit de décliner sur le même temps les mots jeunesse et politique, et cela depuis presque la moitié d'une décennie. Ils étaient pourtant 2 000, les 17 et 18 août dernier, à quitter plages et soleil pour acclamer leur idole, Robert Bourassa, lors du plus grand rallye politique partisan de jeunes tenu ces dernières années.

Si les cégeps et les universités ne vibrent plus au son des utopies politiques des années 70, ils sont néanmoins entre 50 000 et 100 000 jeunes au Québec à militer activement aux partis québécois, progressiste-conservateur et libéral fédéral ou provincial. Organismes, attachés politiques, membres des exécutifs locaux ou nationaux, responsables des communications et du recensement ou simples militants, quoi qu'on en pense, les jeunes sont partout au sein des partis politiques dont la population de moins de 30 ans oscille généralement autour de 20 p. cent.

L'exemple canadien est d'ailleurs unique. Plus au sud, il n'est pas rare de rencontrer de jeunes démocrates de 35 ans, alors qu'en Europe, la jeunesse politique peut atteindre l'âge respectable de 45 ans, sans oublier les leaders politiques chinois ou des pays de l'Est qui ont sans aucun doute découvert la fontaine de Jouvence. Ici, l'âge ne pardonne pas et au-delà de 25 à 30 ans, selon les partis, vous passez automatiquement du côté des vieilles barbes.

Déjà, en mars dernier, les jeunes libéraux avaient attiré l'attention en faisant adopter au congrès plénier du parti deux résolutions chaudement débattues sur la parité de l'aide sociale pour les moins de 30 ans et le gel des frais de scolarité. Ils y avaient réussi grâce à cette règle particulière qui, au PLO, réserve aux jeunes 30 p. cent des voix à tous les niveaux de décision. Retourner de situation, la Fédération des jeunes libéraux qui fête cette année son quinzième anniversaire a vu ses effectifs passer de 12 000 à 26 000 membres de moins de 25 ans en un peu plus d'un an.

Tout cela attire évidemment la convoitise des autres partis, notamment au Parti québécois dont les problèmes internes et le débat entre orthodoxes et révisionnistes a éloigné de nombreux jeunes. Là, on s'organise de façon tout à fait différente. Pas de structure autonome, pas de délégation réservée, tout juste un comité national des jeunes chargé de traiter des

questions spécifiques aux moins de 30 ans. Car, au PQ, les 25-30 ans font partie des 26 000 jeunes qui comptent pour environ 20 p. cent du membership du parti.

Du côté des partis fédéraux au Québec, la situation est plus complexe. Chez les libéraux, on estime à 8 000 environ le nombre de membres de moins de 25 ans qui s'attachent à rebâtir une structure passablement décimée par la dernière campagne électorale. Alors que chez les jeunes conservateurs, les chiffres sont presque impossibles à obtenir, le parti n'ayant à peu près pas de racines au Québec jusqu'à tout récemment et les principaux leaders jeunes étant régulièrement appelés à rejoindre les rangs du personnel politique et des bureaux de ministres.

Le référendum

Étrangement, c'est le référendum qui a mené la plupart de ces nouveaux militants à s'engager en politique, et cela tant au Parti québécois qu'au Parti libéral.

Marie Grégoire qui, du haut de ses 19 ans, siège comme représentante jeune avec les membres de l'exécutif du PLQ, a commencé à militer à l'âge de 14 ans. Lors de la campagne référendaire, elle devient, dans la

région de Berthierville, le symbole des jeunes qui s'opposent à l'indépendance. Une tâche pas toujours facile, se rappelle Pietro Perrino, président de la Commission jeunesse du PLQ : « En secondaire V ou au cégep, on se faisait lapider lorsqu'on disait qu'on était membre du Parti libéral ou partisan du non. Aujourd'hui, on les cherche les péquistes entre 16 et 25 ans. C'est rare... »

Les choses ont en effet bien changé, reconnaît Jean-Marc Léger (le fils de l'autre), coordonnateur du comité national des jeunes du PQ. « Le jeune qui était au PQ en 1976 était là pour un idéal social, il croyait au rêve d'un Québec indépendant — j'y crois encore! — c'était un jeune idéaliste. Le choc du référendum a fait que les besoins des jeunes sont devenus beaucoup plus individualistes. » Il considère qu'un vent de conservatisme s'est levé sur la jeunesse.

S'il fut une époque au Québec où tous les jeunes étaient péquistes, elle est bien révolue. La scission récente entre orthodoxes et révisionnistes est venue accentuer un mouvement de défection qui était déjà en cours depuis le référendum.

Trois membres sur neuf, le tiers du comité national des jeunes, ont démissionné en janvier dernier, imitant en cela un mouvement qui prenait parfois

encore plus d'ampleur à la base et dans les comités.

Sylvain Sauvé, membre démissionnaire du comité, aujourd'hui au Regroupement démocratique pour l'indépendance, pense qu'au moins 35 p. cent des jeunes de moins de 30 ans ont quitté le PQ puisqu'ils étaient, selon lui, moins favorables à l'option orthodoxe et moins fascinés par le « mythe de René Lévesque ». Un très grand nombre de présidents de comités auraient aussi été remplacés par des inconditionnels du chef plutôt dans la quarantaine.

Dans Vaudreuil-Soulanges par exemple, les cinq membres de l'exécutif qui avaient moins de 30 ans ont quitté. L'hémorragie chez les jeunes militants s'est aussi étendue dans Laurier, la Montérégie et l'Abitibi.

Eric Meunier, le jeune de 20 ans qui a osé s'opposer à Francine Lalonde dans Bertrand, entend tenter sa chance à nouveau lors de l'élection générale. Mais il déplore la morosité qui règne chez les moins de 30 ans qui ne comptaient plus que pour 7 p. cent des membres du comité lors du choix du candidat péquiste.

« Les gavés de la Révolution tranquille... »

Les jeunes loups du Parti libé-

ral se sont, de leur côté, mués en jeunes contestataires. Mettant de côté cravate et mallette pour adopter un look plus décontracté, ils affirment sans hésiter que le conflit entre eux et leurs aînés est énorme. « Le rêve du référendum, dira Pietro Perrino, est celui d'une classe qui est arrivée au pouvoir, a grossi l'appareil d'État et s'est réservé les meilleures places. Ce sont ceux qui ont les bonnes jobs qui pensent aujourd'hui à hausser les frais de scolarité pour renflouer leur régime des rentes. Ça ne marche plus. Je ne suis pas contre la sécurité d'emploi à vie, mais qu'on la donne à tous! »

François Bauvais, qui fut péquiste le temps d'un cours d'histoire au cégep, est aujourd'hui conseiller de l'Est de Montréal auprès de la commission jeunesse du PLQ. « La génération de mes parents, dit-il, je l'appelle la génération des gavés de la Révolution tranquille. Pour eux tout a été relativement facile. Nous, on s'aperçoit qu'il n'est plus possible de grossir la machine publique. Là-dessus, je crois qu'on ne pourra jamais se rejoindre. »

La Révolution tranquille n'est-elle pourtant pas l'oeuvre du Parti libéral ainsi que de la génération de son chef actuel? « De toute façon, les jeunes n'ont pas soutenu Bourassa lors du congrès au leadership », répondra François Bauvais, visiblement embêté par la question.

Ces jeunes militants qui ont repris le drapeau d'une certaine contestation sont-ils vraiment écoutés au sein de leur parti? La réponse est évidemment un grand oui unanime. Tous reconnaissent cependant que les engagements électoraux précis sont toujours plus difficiles à obtenir.

Quant à influencer les politiciens une fois au pouvoir, c'est ce qui sera le plus compliqué, reconnaît Pietro Perrino qui croit par ailleurs que les jeunes devraient se donner des instruments qui, au-delà des partis, permettraient d'influencer les gouvernements de façon permanente. L'allusion est à peine voilée avec la situation des femmes. À quand donc le Conseil du statut des jeunes dans une société que les politiciens, les démographes, les statisticiens et les sociologues s'entendent tous pour qualifier de vieillissante?

C.R.



Marie Grégoire et Pietro Perrino, membres de la Commission jeunesse du PLQ, qui ont réuni 2 000 jeunes partisans à Québec, les 17 et 18 août dernier.

photo Paul-Henri Talbot, LA PRESSE

CHRISTIAN RIOUX est journaliste pigiste.

La pêche dans le golfe: un panier de crabes

Ce délicieux crustacé que les Japonais préfèrent congelé dans la coquille pour pouvoir l'apprêter à leur façon ne savait sans doute pas au début du printemps qu'il serait la cause de la pire crise qu'ait traversée l'industrie du crabe. Les exigences du marché associées à l'inexpérience de certains intervenants ont provoqué un véritable chaos dans cette industrie en 85.

GINETTE LAMARCHE

Des les premiers jours d'avril, les crabiers du nord-est du Nouveau-Brunswick partaient en mer en se frayant difficilement un chemin à travers les glaces. Leur tâche: capturer 26 000 tonnes de crabe des neiges. Mais dès le départ il y a une ombre au tableau, le marché n'est plus ce qu'il était.

L'arrivée massive sur le marché américain du crabe synthétique ou sourimi a complètement chambardé l'industrie. En deux ans les prix ont chuté de 50 p. cent. Une livre de crabe qui se vendait \$7,50 américains se détaille \$3,70 en 85. Les pêcheurs savent au départ que les profits seront nettement moins grands mais les véritables victimes de ce changement seront les travailleurs des usines d'apprêtage.

Ils sont pas moins de 6 000 dans la péninsule acadienne à attendre l'ouverture de la pêche au crabe pour travailler dans les usines pendant au moins 10 semaines, le temps de faire leurs timbres d'assurance-chômage. Plusieurs cette année n'ont pas atteint cet objectif et se retrouveront sans prestation à l'automne. Et pourtant ils avaient vu le coup venir. L'UCIPTA a organisé des manifestations monstres pour dénoncer les changements annoncés par le ministre provincial des pêches, Jean Gauvin. Afin de s'adapter à la demande et au marché, le ministre a modifié les règlements sur l'apprêtage du crabe.

Moins de travail

Avec ce nouveau règlement



Une livre de crabe, qui se vendait \$7,50 américains, se détaille \$3,70 en 1985.

70 p. cent du crabe capturé sera congelé dans la coquille alors que 30 p. cent seulement sera transformé. L'ancien règlement prévoyait un pourcentage de 60-40. Les travailleurs des usines de transformation ont vu leur nombre de semaines possibles de travail fondre comme neige au soleil, d'autant plus que durant l'hiver plusieurs usines en avaient profité pour moderniser leurs installations coupant ainsi dans la masse salariale. La situation s'est envenimée à un point tel que certaines usines ont été complètement saccagées. Les ouvriers, pour protéger le peu qui leur restait, ont même bloqué pendant plusieurs jours l'accès au port de Shippagan, espérant ainsi empêcher qu'une certaine partie du crabe soit transformée à l'extérieur de la péninsule.

Et comme pour irriter une plaie déjà vive, les pêcheurs de

la péninsule acadienne se sont aventurés dans une zone du golfe Saint-Laurent exclusivement réservée à quelques crabiers de l'Île-du-Prince-Édouard. Le nouveau ministre fédéral des pêches a créé l'automne dernier une zone expérimentale donnant à 16 pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard des droits exclusifs. Comme les crabiers acadiens de la péninsule pêchent traditionnellement dans ces eaux, ils ont ignoré l'interdit et 200 de leurs casiers furent confisqués par les agents de Pêches et Océans, créant ainsi tout un tollé. Les pêcheurs ont pu cependant retourner dans cette zone et défier l'interdit fédéral, grâce à une injonction obtenue en Cour provinciale.

Se référant à l'article 6.2 de la Charte canadienne des droits, article donnant à tout Canadien le droit de gagner sa vie dans toute province, les pêcheurs de la péninsule ont pu pêcher impunément dans cette zone jusqu'à la fermeture de la saison. Il va sans dire que le ministre Fraser n'a pas pris cette mesure qui lui enlevait, à son dire, l'autorité nécessaire à une saine gestion des stocks. Il a même menacé les pêcheurs de fermeture de toute pêche dans le golfe, menace qui évidemment ne fut pas mise à exécution. Il semble s'être calmé depuis, puisqu'il n'a pas daigné jusqu'à maintenant en appeler de la décision du juge Claudius Léger devant la Cour suprême du Nouveau-Brunswick.

C'est donc dans un climat chaotique que la pêche au crabe

s'est terminée le 22 juin. Résultat: 1000 travailleurs des usines de transformation s'en retournent chez eux sans l'assurance qu'ils auront de quoi passer l'hiver et c'est la guerre froide entre les pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard et ceux du nord-est du Nouveau-Brunswick. Le ministre Gauvin a toutefois tiré de sa mallette d'urgence une solution qui permettrait de joindre les deux bouts. Comme l'a affirmé le ministre, si la pêche au crabe est terminée, la saison de la pêche, elle, n'est pas finie pour autant. Il compte donc sur des quotas de 9000 tonnes de sébaste et de poissons de fond ainsi que sur 4000 tonnes de maquereau pour actionner les usines de transformation.

Avec ces prises il espère créer mille emplois d'une durée de dix semaines, et ainsi permettre aux travailleurs qui furent laissés pour compte par ses changements de politique d'être sur le marché du travail tout juste assez longtemps pour pouvoir retirer de l'assurance-chômage à l'automne. Si effectivement les prises sont bonnes, le ministre aura encore une fois réussi le tour de force de faire tourner l'économie de la région pendant les mois creux qui s'échelonnent dans ces régions d'octobre à mai.

Mais le problème demeure entier et politique. Conscient de la situation, le ministre des Pêches du Nouveau-Brunswick va mettre sur pied un comité de travail et il compte sur la participation des pêcheurs, des transformateurs, des syndicats

et du personnel de son ministère. Ensemble ils vont tenter de cerner les raisons majeures qui ont plongé l'industrie du crabe dans ce borborygme. Encore faut-il arriver à des solutions adaptables aux besoins du marché. Si le sourimi a gagné le cœur des consommateurs américains, avec une réplique plutôt imparfaite du crabe des neiges, c'est encore en offrant un produit de qualité et des prix compétitifs que les travailleurs du crabe assureront leur part du marché.

Repenser l'industrie

Le comité devra non seulement repenser l'industrie du crabe, mais revoir aussi toute l'industrie de la pêche dans cette région du golfe. Car si certains secteurs de la pêche traditionnelle fléchissent il n'en demeure pas moins qu'une grande variété d'espèces restent totalement inexploitées. Il suffit de penser à la baudroie et à la raie qui font les délices de la cuisine européenne et que nous boudons depuis toujours. En fait, le ministre et les différents intervenants de l'industrie, après avoir mis l'accès sur la construction d'usines de transformation, se doivent maintenant de trouver le poisson pour les faire fonctionner.

On songe déjà à une exploitation plus massive du maquereau et du hareng. Contrairement à ce qui se fait présentement, on transformerait ces espèces sur place et ainsi on ferait tourner les usines de la région. Le maquereau et le hareng en boîte « made in Acadia » pourraient très bien trouver preneurs en Europe de l'Ouest où la demande est très forte. Quant au crabe, il semble que le ministère des Pêches du Nouveau-Brunswick soit impuissant devant un marché aussi instable. Chose certaine, on n'avance aucune prévision pour les prochaines années. Si tous les intervenants de l'industrie du crabe adoptent une attitude aussi attentiste, il est à parier qu'ils feront face aux mêmes problèmes la saison prochaine à une différence près: les manifestations dégèneront peut-être en violence incontrôlable.

Pour ce qui est du litige créé par la nouvelle zone, tout indique qu'il faudra attendre à l'automne avant d'en connaître le dénouement. □

Demain l'an 2000

À la suite de difficultés techniques, la chronique « Demain l'an 2000 », habituellement publiée dans cette page, ne peut être publiée cette semaine.

SANYO

ORDINATEUR MBC-555-2

- 2 LECTEURS DISQ 360K 2 DISQUETTES
- ÉCRAN HAUTE RÉOLUTION
- 128K LOGICIELS INCLUS

\$1399

- LOGICIEL WORDSTAR
- TRAITEMENT DE TEXTE
- IMPRIMANTE

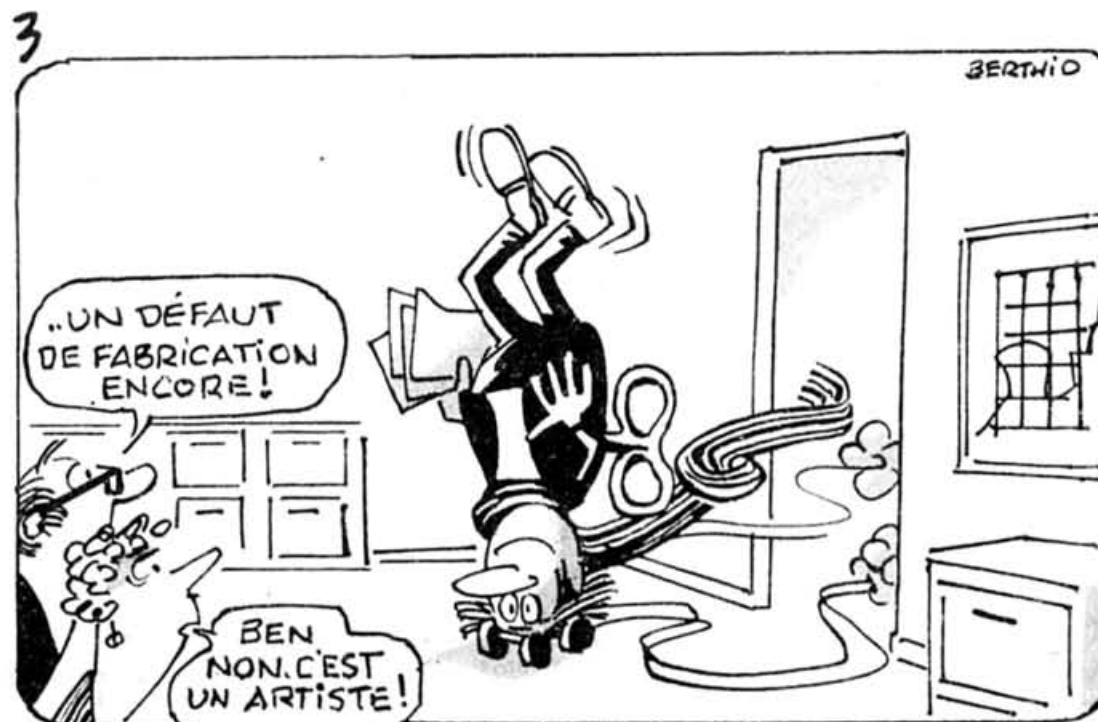
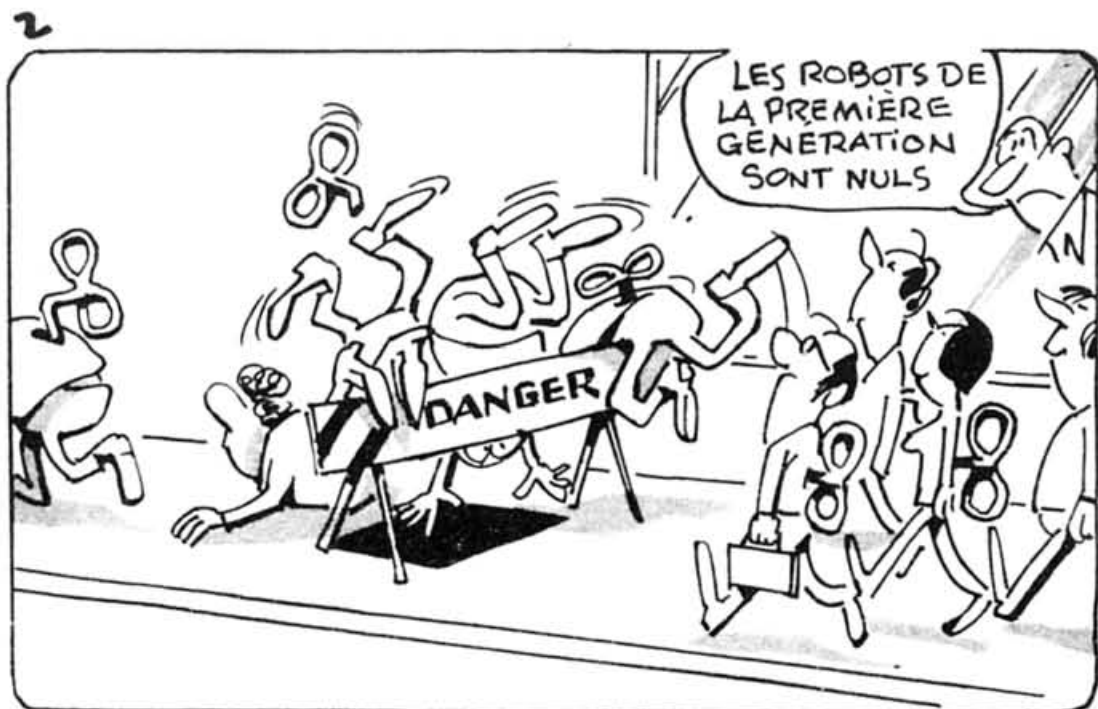
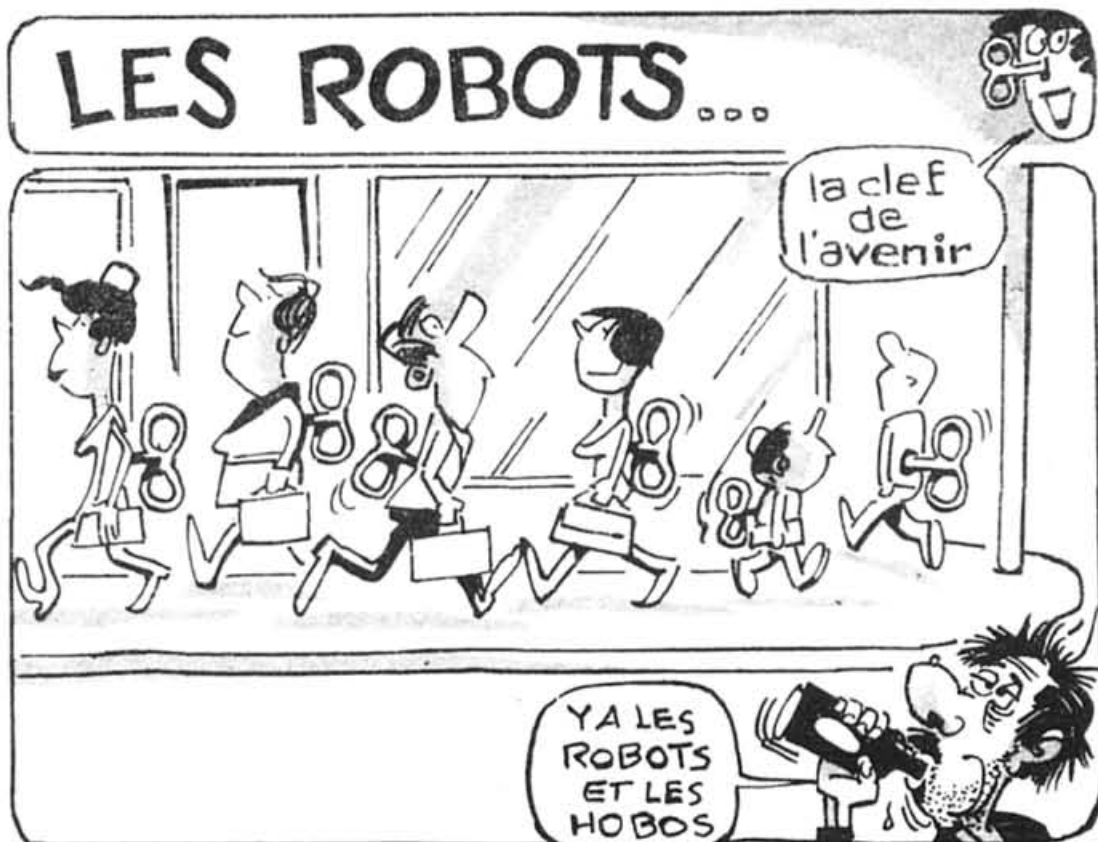
\$1899

271-2316
8184, Saint-Hubert
(nord de Jarry)



Dumoulin
INFORMATIQUE D.R.

LES ROBOTS...



L'EMPIRE DES SENS

Serge Grenier



HÔTEL

Le Quatre Saisons

Puisqu'il s'agit de celui d'Ottawa, parlons donc plutôt du Four Seasons. Pour avoir eu l'occasion, ces dernières années, de loger dans les principaux hôtels de la capitale, exception faite de ce Beacon Arms que les Ottavien, fins humoristes, ont surnommé Broken Arms, le Château Laurier a du charme, le Skyline n'en a pas, le Westin devrait se forcer un peu et c'est le Four Seasons que j'aime le mieux. La petite bête est vite trouvée: c'est plus bilingue que bilingue. Quant au reste, c'est remarquablement impeccable et plein de petites attentions: dans les chambres, qui sont immenses, bar, fleurs, robe de chambre, service de repas 24 heures par jour, insonorisation, télé munie d'un contrôle à distance, séchoir, pese-personne, cirage de chaussures gratuit. Dans les couloirs, une petite musique classique tient lieu de musak. Piscine, sauna et bain tourbillon. L'excellente cuisine de leur salle à manger. Et un gros rire sonore en lisant leur publicité: «Carleton Lounge: salon-bar quintessencé; Sidewalk Cafe: vins servis en ambiance européenne; Sascha's: rencontrer, mêler et danser.»

verbe haut, une familiarité de bon alors, un enthousiasme qui ne se dément jamais, nul anglicisme (denrée courante en Outaouais, pourtant) et des expressions bien à lui: Jean-Bernard ne dit jamais d'une équipe sportive qu'elle en a blanchi une autre, mais bien qu'elle lui a passé le pinceau.

Promenade

Place de la Confédération

C'est le coeur de la ville; tout y converge: la colline parlementaire, tout ce qui s'appelle Rideau (rue, canal et Centre), le Château Laurier, le mail Sparks, le Centre de conférences, le Centre national des arts, la Galerie nationale (en attendant son nouvel emplacement), l'édifice Langevin où sont installés les bureaux du Premier ministre. Touristes et fonctionnaires vont et viennent, aisément identifiables. C'est particulièrement vrai des employés du ministère de la Défense nationale, situé tout près. Hommes ou femmes, sanglés dans leur uniforme sans mauvais pli aucun, les mentons des premiers rasés de frais, les visages des secondes maquillés mais si peu, ils s'en vont au bureau dans leurs solides chaussures d'un pas alerte, comme si quelque téléphone rouge y sonnait.

À LA TÉLÉ

CBOFT et CHOT

L'un de mes plaisirs de Montréalais, lorsque je sors de ma ville, consiste à regarder les émissions et les commerciaux locaux à la télé. Cet homme ventripotent qui annonce des pantalons à taille haute derrière et taille basse devant. Pas bête. A CHOT (TVA, Hull), une juteuse entrevue du volubile coureur Jacques Villeneuve qui conclut: «Espérons qu'on va tirer notre épingle du feu.» Des citoyens âgés qui protestent contre la démolition d'une salle de quille. A CBOFT (Radio-Canada), le doyen des annonceurs sportifs, Jean-Bernard Rainville. Une vedette, la-bas. Connue comme Barbara dans la chanson. Un certain look qui n'est pas sans rappeler celui de René Lévesque. La chevelure blanche et magnifiquement ondulée, la moustache grise, le veston rouge éclatant (il en possède un de chaque couleur), le

Architecture

Sévère Ottawa

Pour quelques nouveaux édifices remarquables (la Banque du Canada, les musées présentement en construction), d'autres, nettement moins heureux: le Centre Rideau et ses invraisemblables passerelles jetées au-dessus de la rue du même nom et, angle Laurier et Elgin, le sinistre palais de justice, bientôt complété. Même les innocents s'y sentiront coupables. Plus au sud, enjambant le canal, entièrement reconstruit il y a quelques années, un fort joli pont au très vilain nom: Pretoria. Renseignements prix il n'existerait pas encore à Ottawa de comité pour rebaptiser le pont Pretoria.



Segalen, Lichtenberg, Gracián

La marine... Les colonies... Tout cela est un petit peu démodé. Pourtant, une sorte de nostalgie subsiste dans ces deux mots. Au début du siècle en Europe, d'ailleurs, on les mariait souvent parce que la marine était garante du pouvoir de la nation colonisatrice. Les marins, quant à eux, si ce n'est les petits mousses, avaient grand orgueil du rôle qu'ils jouaient. Ils étaient parfois romanciers, poètes, explorateurs. Que l'on songe, entre maints autres, à Pierre Loti, à Claude Farrère. Victor Segalen était de ceux-là. Né à Brest, en France, à la fin du 19^e siècle, il parcourut les mers et les continents. Il en rapporta des livres dont le plus célèbre est *STÈLES*, un recueil de courts textes imités de la poésie chinoise traditionnelle. Il eut du succès. Puis on l'oublia un peu.

TRAHISON FIDÈLE⁽¹⁾ est la correspondance commentée qu'il échangea pendant plus de dix ans avec Henry Manceron, autre officier de marine avec qui il alla à l'école. Ces lettres sont restées inédites jusqu'à aujourd'hui pour une raison ou une autre. Il est vrai qu'elles ne représentent pas un document de première importance. Mais on y trouve mille et un détails sur ce qu'étaient, alors, les intérêts d'officiers de marine cultivés et dont la caractéristique la plus intéressante tient dans le fait que ces «coloniaux», pourtant bras du pouvoir qu'ils ne remettaient d'ailleurs pas en question, découvriraient avec émerveillement les pays qu'ils avaient «conquis» et qui les conquéraient à leur tour.

Ces lettres sont donc une réflexion sur la Chine avec laquelle Segalen tomba amoureux... comme on l'était à l'époque. C'est-à-dire qu'il fit main basse, pour les ramener en France, sur quelques trésors artistiques. Il ramena aussi, à l'instar de son ami Manceron, l'habitude de l'opium. Mais cette pratique était commune au début du siècle.

Voilà donc un témoignage mélancolique qui apporte quelques lumières sur un auteur peu connu mais qui mérite de l'être mieux. De surcroît, outre la Chine qui est la grande interlocutrice de ces lettres, on pourra mieux connaître Segalen en lisant *L'ES IMMÉMORIAUX*⁽²⁾, que l'on vient de rééditer. Il s'agit cette fois du Pacifique, plus précisément de Tahiti que le marin visita alors qu'il avait vingt-cinq ans. Sans doute,

n'est-ce pas là un livre «scientifique» mais son auteur, quand même courageux, prend parti pour les Maori et il jette son cri d'alarme. Les Européens ont apporté leur maladie: la tuberculose; les missionnaires ont apporté la leur: la religion. Une civilisation se mourait et, déjà, il n'y avait plus rien à faire.

Georg Christoph Lichtenberg, lui aussi, est un explorateur, mais des rivages intérieurs. Il était allemand et vivait dans la deuxième moitié du 18^e siècle. Un être étrange, maussade, rageur, hypocondriaque qui laissa derrière lui, pour seule oeuvre, des *APHORISMES*⁽³⁾ louangés notamment par André Breton qui classait leur auteur parmi les précurseurs de l'humour noir.

Il est vrai que l'univers de Lichtenberg est très étrange, si étrange que l'on ne sait jamais s'il est sérieux ou non. De plus, en cette époque où la «raison» dominait, il laisse libre cours à son imagination et à son imagination saugrenue. Il écrit, par exemple: «Faire le pari de ne rien manger jusqu'à ce qu'on voit une étoile», ou encore: «Il aimait le poivre et les lignes brisées.» Mais il faudrait nommer la plupart de ces aphorismes, où se côtoient le non-sens et l'ironie souffrante. Souffrante, parce que Lichtenberg était toujours souffrant de la vie qu'il n'aimait guère, si bien qu'après avoir écrit curieusement d'un de ses amis qu'il avait un petit commerce d'éclipses, il suggère aussitôt de «comparer quelqu'un à un flacon de larmes». Son seul émule français fut Jules Renard.

Quoique ayant un nom fastueux, Baltasar Gracián n'est plus connu que des spécialistes d'où le grand intérêt de l'ouvrage de Benito Pelegrin, *ÉTHIQUE ET ESTHÉTIQUE DU BAROQUE*⁽⁴⁾ qui est une méditation, justement, sur Gracián et, soyons clair, une méditation parfois difficile. Il s'agit, en fait, d'un livre qui veut illustrer, par le biais de l'un de ses représentants les plus vitrioliques, l'esprit de la Contre-réforme, ce moment où les catholiques, attaqués de tous côtés, par les «Réformés» dont les jansénistes, se lancèrent à la charge sous la bannière des Jésuites dont Gracián était membre.

C'est donc une apologie du catholicisme que l'auteur tente et au catholicisme le plus aigu, le plus séduisant qu'est l'univers baroque dont les Jésuites,

bien sûr, sont quasiment les inventeurs. Mais défendre le catholicisme, pourquoi? Parce que Gracián croyait que le dogmatisme religieux des «Réformés» n'était qu'un des aspects d'un pouvoir politique à tendance totalitaire. Gracián croyait que la souplesse, même la ruse convenait mieux au gouvernement des hommes que les règles strictes et les ascèses. Il croyait aussi, avec le fondateur de son ordre, Ignace de Loyola, que tout est dans la représentation. Il écrivait sèchement: «Il ne sert à rien d'avoir raison avec un visage qui a tort.» Il ajouta même: «Une même vérité se peut habiller de différentes façons.» Tout cela d'ailleurs dont on a accusé les Jésuites pour qui «la fin justifie les moyens», selon une expression consacrée, et qui dans le style raffiné de Gracián devient: «Une bonne fin auréole tout.»

Cet ouvrage, assez technique, serait un peu rebutant si Benito Pelegrin ne savait utiliser avec brio la personnalité de Gracián. On y trouve donc de nombreuses citations, de nombreuses anecdotes extrêmement savoureuses, gênantes aussi, car elles remettent en question tout un style de vie, celui que nous connaissons aujourd'hui et qui est basé sur des vertus aussi ambiguës que l'honneur, la sincérité, la bravoure, etc... Benito Pelegrin montre que Gracián était un personnage très moderne, très universel bien qu'il vécut au 17^e siècle. Et puis n'est-il pas rassurant de savoir que rien n'est jamais perdu, qu'il n'est jamais trop tard même si — et c'est là le paradoxe de cet homme insupportable — tout au fond est «nada», tout est rien. D'ailleurs, il répondait à l'avance à ses nombreux ennemis qui lui reprochaient le contenu assez peu chrétien de ses livres: «Il est nécessaire d'être très bon lecteur pour ne pas tout lire à l'envers... Le malheur, c'est qu'il y a de très mauvais lecteurs.»

(1) *TRAHISON FIDÈLE*, correspondance de Victor Segalen et Henry Manceron, 1907-1918, 260 pages, éditions du Seuil.

(2) *LES IMMÉMORIAUX* par Victor Segalen, 224 pages, éditions du Seuil.

(3) *APHORISMES* par Georg Christoph Lichtenberg, 260 pages, édition Denoël.

(4) *ÉTHIQUE ET ESTHÉTIQUE DU BAROQUE*, l'espace jésuitique de Baltasar Gracián, par Benito Pelegrin, 224 pages, Actes Sud, éditeur.



La « glossairerie »

Ce titre vous surprend-il? Si oui, vous avez entièrement raison de l'être. Je viens de l'inventer «in extremis» pour les besoins de cette chronique. En revanche, si ce mot ne vous surprend qu'à moitié, c'est l'indice que votre instinct de la langue française se révèle particulièrement aiguë. Quelque chose vous dit inconsciemment que ce mot de **GLOSSAIRERIE** a une allure française même si, au premier abord, la signification exacte vous en échappe.

Mais au fait, peut-être ce mot heurte-t-il votre sensibilité langagière? Peut-être allez-vous qualifier mon néologisme de «BARBARISME» tellement vous le trouvez monstrueux? Je vous comprendrai, je vous l'assure, moi qui n'ai aucune raison légitime d'avoir une dent contre certains mots comme «intervenant», «s'éduquant», «apprenant» et autres créatures du genre... Il est au moins une chose dont je suis sûr: jamais personne n'osera traiter ma trouvaille «D'ANGLICISME». Tout le monde sait bien que si **GLOSSAIRERIE** n'est pas un mot français, ce n'est pas non plus un mot anglais. Là-dessus, on s'entend, du moins je l'espère.

A propos. Comment pouvez-vous être aussi affirmatif à propos de ce qui est français ou ne l'est pas? Sur quelles règles de grammaire, sur quel dictionnaire vous appuyez-vous pour soutenir que mon néologisme n'est pas d'origine anglo-saxonne? D'où vous vient ce savoir langagier pour être aussi convaincu de la bonne formation de ce nouveau mot? Minute, papillon. Une seule question à la fois. Ne nous emballons pas. Restons calmes et sercins. Ma parole, c'est fou ce que les mots provoquent comme réactions en chaîne...! Et si nous commençons par nous entendre sur ce que peut bien vouloir signifier le mot **GLOSSAIRERIE**? Intuitivement, vous y reconnaissez le mot **GLOSSAIRE**, qui est un équivalent approximatif de «vocabulaire».

Le mot que vous venez de repérer et de reconnaître s'appelle une «racine». Remarquez qu'il n'est pas rare de rencontrer des mots nouveaux fabriqués à l'aide d'une racine grecque ou latine: «métropole», «référendum», «politicaillerie», etc. Cela est légitime et s'accepte bien de la part de ces vieilles langues mais pas de l'anglais. En matière de langue comme en d'autres, le plus petit condamne le plus gros pour tenter d'éviter la loi du plus fort. Ainsi «authentifié», vous aurez raison de soutenir que mon néologis-

me n'est pas un anglicisme. Par conséquent, les «hellénismes» et les «latinismes» ne sont pas traités de barbarismes de nos jours tandis que les «anglicismes», eux, le sont avec virulence. Notre grammaire serait-elle raciste en plus d'être sexiste?

Il existe d'ailleurs une racine grecque de mon néologisme puisqu'on y retrouve le vieux mot grec «glossa» qui veut dire justement «langue». Mais cela n'a guère d'importance à vos yeux puisque le grec et vous, ça fait bien deux, n'est-ce pas? Quoi qu'il en soit, la terminaison en «-ERIE» ne vous abuse guère. Vous reconnaissez la aussi un trait spécifique de notre langue. Sans qu'on vous l'ait appris à l'école, vous savez que cette terminaison ne veut pas dire n'importe quoi lorsqu'elle s'ajoute à une racine quelconque. C'est ce qu'on appelle «un suffixe» en grammaire.

Bien que vous en ignoriez la signification exacte, vous avez l'intuition que **glossairerie** ressemble à d'autres créatures plus familières et certaines, plus québécoises, comme «PATATERIE», «CROISSANTERIE», «BROCHETTERIE», «ALUMINERIE», «ANIMALERIE» et j'en passe. Vous vous dites du coup que «glossaire» pourrait vouloir dire quelque chose comme «lieu, endroit, magasin, commerce, industrie, etc. où l'on trouve quelque chose qui a rapport au vocabulaire». Eh bien, bravo! Vous y êtes presque. Une chronique de langue, c'est une espèce de magasin de la langue. Il y a de tout et pour tous. Ma «glossairerie», en l'occurrence, se veut un étalage des mots nouveaux les plus remarquables qui sont fabriqués chaque jour sur ce modèle et que l'on rencontre, à travers tout le Québec, au gré des raisons sociales devenues unilingues françaises depuis la loi 101. Heureuses retrouvailles, en fin de compte, avec un environnement qui nous ressemble au lieu de nous assimiler.

Laissez-moi vous dire autre chose concernant votre compétence linguistique: vous avez inconsciemment rejeté une autre hypothèse parfaitement valable à savoir que «glossairerie» aurait plutôt quelque chose à voir avec disons, «CHEFFERIE», «MENTERIE», «NIAISERIE», «FOLLERIE» et autres «BIZARRIES» du même acabit. Alors là, vous vous seriez mis le doigt dans l'oeil: le suffixe «-ERIE» a beau faire ici couleur locale, il ne signifie pas un endroit quelconque. Cela, vous le saviez, très naturellement. (à suivre)

POUR ÉCOUTER

Mario Masson



Le retour d'Afrique

Il fallait bien que ça arrive un jour ou l'autre. Après tout, lui aussi, il appartient au fabuleux Police dont il est l'un des membres fondateurs. Alors quoi! Allait-il laisser les «frères» s'éclater en solo? Andy Summer, le guitariste, a déjà soumis sa gratte rebelle à un laminage pervers autant que vigoureux dans le studio de Robert Fripp. Celui-là même qui avait propulsé King Crimson à des sommets inégalés dans l'histoire de la musique pop. Le résultat, cette fois-ci: un tête-à-tête parfois langoureux, presque mystique, parfois hargneux entre deux musiciens au doigté douloureux. Une excellente production. Son titre: Bewitched.

Quant à Sting, le détestable Baron Harkonnen Junior de Dune, il nous a récemment présenté, entre deux rôles, un fort bon album intitulé The Dream of The Blue Turtles dans lequel le rythme se fait plus jazzé et la musique plus savante.

Ne reste plus donc que Stewart Copeland à y aller de son petit numéro, avec un disque audacieux: The Rhythmattest. Il y a, avait conviendrait davantage peut-être, du talent dans Police... Mais alors que Summer et Sting, malgré l'excellence de leurs productions, n'étonnent pas vraiment, Copeland, lui, réussit à surprendre.

D'abord, avant de se commettre, il a parcouru une bonne partie de l'Afrique, Tanzanie, Kenya, Burundi, Zaire, Congo, pour s'imprégner du rythme primal, du rythme essentiel. Normal pour un batteur en rupture de ban, mais il aurait tout aussi bien pu trafiquer ses peaux à Buckinghamshire au lieu d'aller risquer la sienne en plein continent noir. Mais quand le rythme appelle... Dans ses tribulations, Copeland enregistre des bruits, des sons, des chants, des cris, des rythmes, et prend au piège le pouls d'un monde dont les pulsations troublantes, frénétiques et magi-

ques s'immiscent au cœur même de la musique populaire actuelle.

Le pari de Copeland? Aller aux sources du rythme, de la vie, se les approprier sans les trahir, et y plaquer en un fondu parfait l'essence de la musique rock. Copeland n'y parvient pas tout à fait, mais quel superbe effort. Tout au long du disque, on retrouve un même souffle africain. Parfois il se fait ténu, alors que le rock cavale à toute allure, comme c'est le cas dans la pièce Franco où seuls les wood blocks rappellent l'Afrique ou dans Brazzaville, où l'on reconnaît les bruits ambiants d'un village indigène et des bribes de chants africains, mais les voix sont maquillées électroniquement, les sons inversés et le rythme grave, pour produire un croisement sonore vraiment original.

Dans d'autres pièces, l'influence de l'Afrique est omniprésente pour être à l'occasion mâtinée d'un rock blanc pres-



que prude. D'ailleurs le chanteur et musicien Ray Lema, le maître de la rumba zairoise, a prêté son talent à Stewart Copeland pour trois chansons: Kotéja, qui ressemble à la musique de Pierre Akendengue; Liberté, chantée dans un anglais d'Afrique très coloré et fortement mélangé de Lingala, l'un des styles musicaux les plus prenants de

l'Afrique centrale; et Kamba, dont le ton est on ne peut plus africain, même si l'introduction pourtant se fait classique, très moderne, pour prendre fin sur une petite aria au parfum japonais. Quant aux autres chansons, elles se posent là, comme ce Gong Rock pesant qui mêle voix africaines, sonorités industrielles, guitare couineuse et percussions robustes.

Tout cet album respire d'une joie de vivre certaine. Y sentir l'odeur de la savane africaine en est l'un des plaisirs, comme de se laisser bercer par le mariage pas du tout évident de deux langages musicaux fort différents. Ou peut-être n'y a-t-il pas de frontière lorsqu'il s'agit de musique. Il n'y a rien de pompeux, sinon de pompier, dans cette tentative. Rien que le goût de l'aventure.

Et il faut voir la pochette et regarder Kid Copeland serrer de près une girafe monté sur un petit cheval de course. Une girafe, a-t-on idée! Sacrilège, en ces temps modernes où n'a de sens que l'électronique Hi-Tech et l'asphalte défoncé des métropoles.

Et en prime, Copeland offrira sous peu un vidéo de près d'une heure intitulé évidemment The Rhythmattest. Et sur les images de la rougeoyante Afrique, sa musique déferlera avec la fraîcheur d'une brise de fin d'été. Bien sûr, le showbiz anglais se marre doucement. C'est que la campagne, soit-elle africaine, n'est guère «vendable» par les temps qui courent, ni les animaux, soient-ils exotiques et originaires du Serengeti, l'un des plus beaux parcs au monde, ni même les Pygmées. Tarzan est bien loin pour ceux qui piétinent avec obstination les quadrilatères encombrés des centres-villes.

Quel fou, ce Copeland! Mais des fous comme lui, il en manque cruellement dans ce monde étriqué.

— Stewart Copeland, The Rhythmattest, 1985. A et M. SP-5084

LES CHOIX DE GÉRARD LAMBERT

HEART
CAPITOL ST-12410 **

Quel disque! À côté de l'intensité incomparable de leurs meilleures compositions, ce nouveau Heart ne fait vraiment pas le poids. Heart témoigne brillamment dans le rock nord-américain: cette remarquable invention qu'est le digest. Un disque délayé et peu inspiré dans lequel ils se complaisent un peu trop souvent. Heart arrive à imposer ses guitares clinquantes et son rock Place des Arts en gommant, en estompant les composantes hard, au profit d'une pigmentation totalement impersonnelle. On retrouve l'éternel brassage des ambiances, des influences les plus diverses, avec l'appoint de remarquables mélodies. Heart pourrait rejoindre le clan des petits maîtres. Seulement voilà, le groupe pêche par l'irrégularité de son inspiration. Pauvreté de ses compositions que camoufle la surface brillante et laquée des arrangements. Ces gens ne sont qu'habiles faiseurs, malgré les superbes voix des sœurs Wilson. Tout est question d'esthétique, de cohésion dans la vision. Mais le trip des Heart est trop appliqué, trop sage pour séduire. Leur musique ne sert que des prouesses de vieux recrécylés.

SCRITTI POLITTI
«Cupid and psyche 85»
WEA 25302-1 ***

Aaaaaah. Enfin un disque d'un mec dont je suis au moins fan, pour le meilleur et pour le pire. A la pointe du progrès technologique, le monsieur nous embarque en croisière sur une armada de synthés. Odyssée sonore pulsée par des percussions. C'est qu'on trouve dans cet album le pop funk, laqué de blanc de toutes les musiques noires et prouve son étonnante capacité de produire des rythmes pour bouger. Le son est un bon équilibre entre le funky, le reggae, et la soul musique. Scritti Politti ne trébale pas une série de cas-seroles idéologiques mais des thèmes simples et quotidiens sur les rapports amoureux de l'homo sapiens. Jeune homme branché par une esthétique résolument moderniste avec parfois un côté «nouveau riche» un peu agaçant sans pour autant que la musique perde de sa richesse, ni le groupe de sa substance. En résumé: ni bêtement pop, ni surchargé, ni robotique, ni suranné, ni consciemment à la mode. Ce disque est frais, jeune, palpitant, léger, pas sérieux, et très pétillant...

THE MOTELS
«Shock»
CAPITOL ST 12378
*1/2

Il faut, hélas, vous le dire, c'est indispensable. Les compositions des Motels font dans la dentelle fade et dans les harmonies curieuses et pas du tout mémorables. Un cinquième album qui aurait pu, mais! ... qui pratique la mélodie rongée par le savoir-faire ennuyé. Avec ce son net, vaguement clinquant et comme il faut. Il y a eu un peu de ceci et un peu de cela. Bref, les textes racontent pas grand-chose et la musique encore moins... Pas la moindre petite invention. «Shock» est comme un coup d'épée dans l'eau, et finit par lasser. La majorité des compositions s'enlise après deux minutes. Rock tout flappé et fatigant. Je ne sais pas combien ils vendent ça, mais c'est déjà trop cher.

KID CREOLE and the Coconuts

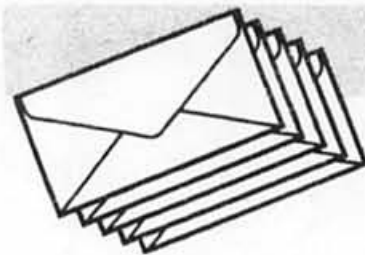
«In praise of older women and other crimes»
SIRE 92-52981 ***

Plus ça va, plus ils sont généreux, passionnés, captivants, impeccables, tubesques, radioactifs, carrés, drôlatiques, excitants. Le moment magique quand le bras se pose sur le vinyle. Soufflé, renversé, touché dans le mille quand vous aurez lu vous sortirez de chez vous, ce sera pour vous précipiter chez le disquaire. Je voudrais que ça se passe comme ça, parce que ce dernier Kid Creole est le genre de disque avec lequel on a immédiatement des liens affectifs. Ce groupe confirme d'une façon éclatante: la classe, la vitalité, le talent de musiciens hors pair qui abordent tous les styles ou presque avec les pulpeuses choristes du kid. Des chansons exotiques, jazzy avec des cuivres, percussions tropicales, soul tendre et rhythm and blues. Un disque chaud bourré de sève mais moins sucrée et parfumée que sur les albums précédents, ce qui n'enlève rien. August Darnell, le prétre du rythme exotique, nous fait entendre encore une fois sa palette d'inspiration; il se renouvelle, tout en gardant le son infiniment précis et la richesse des arrangements qui font sa gloire.



Claire Dutrisac

On adresse le courrier à
Claire Dutrisac
La Presse - PLUS
7, rue Saint-Jacques
Montréal, Qué. H2Y 1K9



LA CURATELLE PUBLIQUE (1)

Le procédé des établissements

La Curatelle publique a très mauvaise presse. Les nombreux dossiers que j'ai en ma possession et dont j'ai publié des résumés dans le courrier en font foi.

Cet organisme apparaît comme une espèce de monstre toujours prêt à dévorer l'argent d'autrui, à priver de leurs droits essentiels des individus qui parfois ne mériteraient pas une telle rigueur. Une correspondante parlait de « l'ingérence » de cet organisme dans les affaires de la famille.

Une plainte est commune: à tort ou à raison, la Curatelle publique est appliquée, sans que ni la personne en cause, ni ses parents ou amis n'en soient avisés. C'est un déni de respect! On est mis devant le fait accompli. Un fait dont on ne comprend pas trop comment il s'est produit, qui en est responsable, quelles en sont les conséquences.

Les gens visés

Nous savons tous que le degré de confusion mentale varie d'un individu à l'autre. Il peut s'agir de légères pertes de mémoire, sporadiques, ou du total naufrage de l'esprit d'un être humain. Donc, des situations différentes qui exigeraient un traitement et des décisions moins absolus. On peut être incapable de gérer une fortune, si mince soit-elle, mais pouvoir administrer l'allocation mensuelle (\$120) versée aux bénéficiaires.

La loi qui régit la Curatelle publique date de 1945 et élabore des procédures qui ne collent plus à la réalité.

Le Curateur public lui-même s'en plaint et a fait, m'a-t-on dit, des représentations aux législateurs. On souhaiterait qu'elles fussent communiquées à la population et peut-être même discutées en Commission parlementaire. De grâce, un peu de lumière, un peu de « transparence »!

En attendant, comme me le disaient, au cours d'une entrevue, deux porte-parole de la Curatelle, Mme Yvette Marcoux, responsable des communications, et Mme Marie Guélain, des relations publiques, «...c'est la Curatelle qui porte l'odieux de ce qu'on lui reproche». Et elles précisent: «Nous n'allons pas chercher les patients, contrairement à ce que des gens croient.» La Curatelle le voudrait-elle qu'elle n'a pas le personnel suffisant pour ce faire.

Elle se contente donc d'appliquer la loi, une loi plus qu'imparfaite!

Comment procède-t-on ?

La façon d'agir diffère selon les établissements. Mais il faut avouer que, dans la majorité d'entre eux, on applique une loi trop «légaliste» et qui ne recèle, comme l'affirmaient Mmes Marcoux et Guélain, «pas de point de vue humanitaire».

Le procédé est brutal. Lorsqu'une personne commence à donner des signes de confusion et qu'elle se trouve en centre d'accueil ou en CHSP (centre hospitalier de soins prolongés), on la fait examiner par un psychiatre. Un examen sur lequel on possède peu de renseignements. À prime abord, il nous semble plutôt sommaire. Quand une bénéficiaire ne se rappelle plus bien les chèques ou les retraits qu'elle a faits à son compte de banque, elle est susceptible d'être volée, spoliée. Mais à part cette comptabilité, elle peut fort bien se situer dans le temps et l'espace (si on lui laisse un calendrier). Dans ces circonstances, il est normal de confier la gestion de ses biens à un tiers. Cela peut être à un Curateur privé ou à la Curatelle publique.

Le DSP (directeur des services professionnels) pourrait, s'il voulait respecter l'humanité de la personne âgée, lui expliquer son état, lui faire comprendre qu'elle a besoin d'aide.

Le DSP pourrait aussi avertir la famille et la mettre au courant de l'état de la personne en cause. Et ainsi, lui laisser le choix d'exercer elle-même la curatelle ou de la confier au Curateur public.

Au lieu de ce comportement plus humain, le psychiatre (ou un médecin par lui autorisé) remplit la formule de la Curatelle publique et la lui fait parvenir, signée également par le DSP. La machine alors se met en branle.

On doit savoir que, dans ces cas, toute procuration antérieure devient nulle.

Des méthodes plus humaines

On pourrait inventer, j'en suis convaincue, des méthodes plus humaines, plus civilisées pour protéger une personne dont les facultés mentales commencent à fléchir.

Je ne vois pas très bien ce que

le psychiatre vient faire dans ces cas. Car ces spécialistes ont eux-mêmes banni la sénilité, qu'elle soit due à des lésions organiques ou qu'elle soit la séquelle de certaines maladies, du champ de la psychiatrie. Alors, pourquoi un psychiatre? Je verrais mieux l'équipe soignante être consultée sur le comportement de la malade, sur son degré de confusion, sur les limites de liberté qu'on peut lui laisser.

La loi n'interdit pas de parler à la famille d'abord, mais ne le suggère pas non plus. Ce qu'une loi n'interdit pas est permis. On voit donc ici la responsabilité du DSP face aux plaintes auxquelles j'ai fait écho.

Les familles...

Pas toujours très orthodoxes, les familles. Certaines abandonnent carrément à leur sort, père, mère, tante, oncle, frère, sœur, etc.

D'autres, après au gain, perçoivent l'allocation mensuelle du ou de la malade. On ne les voit que le jour de l'émission du chèque.

La personne à domicile

Quand la personne habite à domicile et qu'elle est totalement abandonnée, il arrive qu'un membre de la famille ne se montre le bout du nez que pour s'emparer du chèque d'aide sociale.

Parfois, on retrouve ces abandonnées dans un état d'incroyable saleté. Leur appartement dégage d'abominables odeurs. Ils (ou elles) constituent alors un danger pour eux-mêmes et pour leurs voisins.

Le pire, c'est que la Curatelle est impuissante dans ces cas. Il faut qu'un membre de la famille (quand la famille existe) ou toute autre personne que cet état de vie scandalise attire l'attention d'une travailleuse sociale, ou du CLSC (centre local de services communautaires) ou d'un établissement afin qu'on prenne en charge cet (ou cette) infortuné(e). À cause des longues listes d'attente pour un placement, il faut que le cas soit tragique et urgent pour qu'on s'en occupe.

La Curatelle ne peut non plus intervenir dans les «foyers clandestins» ou illicites. Les propriétaires de ces maisons empochent l'argent de leurs «clients» sans même, souvent, avoir une procuration. □

(à suivre)

Chère Madame,

Lors d'une conférence au centre hospitalier Jacques-Viger, en mai dernier, sur les droits des bénéficiaires, Mme Marie Dédé, infirmière responsable aux services à la population au CSSSR-MM, nous a mentionné l'éventualité de la «sexualisation» des postes dans les centres hospitaliers et les centres d'accueil.

À ce moment, j'en ai été vexée. J'ai plus ou moins réagi. Par contre, lorsque au début de juin, j'ai constaté que le problème se posait au centre d'accueil où je travaille, j'ai fortement réagi.

Le 12 juin, j'ai téléphoné au bureau de M. le ministre Chevrette; Mme Marine Savard, attachée au bureau du ministre, me répond qu'elle en est très surprise et qu'elle était pour éclaircir cela! Au bureau de Louise Harel, députée de Maisonneuve, sa secrétaire me répond gentiment qu'elle va s'en occuper. J'ai aussi téléphoné aux postes de radio et de télévision afin de sensibiliser la population à ce grave problème. J'ai communiqué, par téléphone et par lettre, avec M. Claude Brunet, président de C.P.M., lui faisant part de mon indignation. Votre article du 15 juin 1985 «La pudeur: préjugé ou droit fondamental?» confirmait bien mes craintes.

En tant qu'infirmière travaillant auprès des personnes âgées depuis plusieurs années, je veux, moi aussi, m'impliquer à ma façon afin de défendre ce droit fondamental des personnes âgées de choisir librement le personnel de leur sexe pour recevoir des soins intimes.

C'est un fait qu'une bonne majorité des bénéficiaires des centres d'accueil pour personnes âgées sont de sexe féminin et que ces personnes sont particulièrement réticentes à recevoir des soins intimes par un préposé masculin.

Il y a certainement possibilité d'établir des listes de disponibilité de personnel de chaque sexe, en tenant compte du pourcentage de bénéficiaires masculins et féminins, selon leurs besoins.

Un sondage a été effectué dans notre centre d'accueil, la Résidence Maison Neuve, et 95 p. cent des bénéficiaires ont répondu qu'ils désiraient recevoir des soins intimes par une personne de leur sexe. La majorité de nos infirmières sont indignées de la nouvelle politique et sont d'avis que les personnes âgées doivent pouvoir recevoir les soins intimes par une personne de leur sexe si elles le désirent.

Ce n'est pas, selon ces infirmières, faire de la discrimination puisque, d'une part, on doit penser d'abord aux droits des bénéficiaires et, d'autre part, on

retrouve indifféremment du personnel masculin chez les femmes et du personnel féminin chez les hommes, alors qu'il est si simple d'établir deux listes différentes.

J'espère que les responsables des personnes âgées qui ont si bien défendu leur cause lorsqu'il s'est agi de l'indexation des pensions viendront défendre la cause des personnes âgées démunies et incapables de défendre leurs droits, face aux décisions qui les touchent personnellement.

Je joins, à la présente, la liste des infirmières de la Résidence Maison Neuve qui se sont prononcées dans le même sens que moi sur le problème de la «sexualisation des postes».

Céline BEAUDRY, inf.

Montréal

R. — Quel cran, quel courage vous avez toutes! Votre lettre, je veux l'espérer, remuera le cœur de celles qui sont capables de se battre pour autre chose que de l'argent! Vous êtes vingt (j'ai compté...) à vous tenir debout. C'est un début.

Encore une fois, les associations de personnes âgées devront endosser cette cause que les bénéficiaires ne peuvent défendre eux-mêmes.

Depuis des années, le CPM (Comité provincial des malades) se bat pour défendre ce point de vue. Il a besoin d'appui.

(En passant, votre conférence ne s'appellerait-elle pas «Déquier» plutôt que «Dédé»?)

Je ne me suis jamais expliquée la décision de la Commission des droits de la personne qui va dans le sens contraire de votre pensée. Cette fois-là, cet organisme m'a grandement déçue.

Les grandes centrales syndicales ont aussi leur mot à dire... un mot pesant dans la balance!

Continuez vos efforts. Je promets de les seconder! □



Tombez dans les pommes

«**C**a ne peut pas être déjà l'automne; on n'a pas eu d'été!» soupirait aujourd'hui une amie, tandis que moi je disais, peu convaincante, que l'été n'avait pas été si mauvais finalement...

On doit s'y résigner: beau, pas beau, l'été fait maintenant place à l'automne. Mais cette saison annonciatrice de l'hiver a néanmoins ses séductions: température confortable, feuilles colorées, superbes couchers de soleil et belles pommes à cueillir dans les vergers du Québec. Très tôt cette année, afin de vous inciter à vivre, vous aussi, le plaisir de la cueillette, je suis allée dans un petit verger — c'est plus sympathique — où brillaient au soleil des Melba, Lobo, Blanche et McIntosh pas piquées des vers! C'était à Saint-Joseph-du-Lac, à mi-chemin entre Saint-Eustache et Oka — trente kilomètres de Montréal — dans un lieu fort poétique appelé «Les jardins de la montagne». Pour \$4, nous avons eu droit à quarante livres de pommes cueillies allégrement en quelques minutes. Le reste du temps, nous l'avons pris à bavarder avec Raymond Caron, maître des lieux et gentleman-farmer qui cultive aussi des tomates, des fraises et des framboises. Mais laissez-moi vous raconter ce séjour heureux dans les pommes.

Des pommes et une marmotte

Assis sur une sorte de «plate-forme» sur roues tirée par un tracteur, nous nous rendons au verger proprement dit, après avoir goûté, dès notre arrivée à la ferme, aux quatre variétés de pommes qui se trouvent ici. «Vous ne pourrez cueillir aujourd'hui que la Melba; les autres ne seront à point que dans quelques jours ou semaines», nous a bien mis en garde M. Caron... Croquant dans ma Melba aussi délicieuse que la McIntosh, je vous assure — je me



Quand on est jeune, le plaisir de la cueillette des pommes s'allie à celui de l'acrobatie.

Phototèque LA PRESSE

laisse balloter au gré du tracteur qui avance lentement dans le sentier menant au verger. L'air est doux, le paysage vallonné assez beau pour figurer sur une carte postale et ma hâte de cueillir ces juteuses Melba très grande! Le tracteur s'arrête enfin.

Nous sommes seuls dans le verger inondé de soleil — deux adultes, deux enfants — où attendent des échelles posées près des pommiers. «Regardez là-bas ces grosses Melba, dit avant de repartir M. Caron: ne vous gênez pas pour les cueillir! Mais attention: ne cueillez pas les McIntosh!... Je reviendrai vous chercher en tracteur lorsque vous aurez terminé. Envoyez un enfant me le dire!» Et après nous avoir dit de ne pas trop écraser les pommes déjà tombées des arbres — elles serviront à faire du jus, — le pomiculteur disparaît au détour du sentier. Alexandre, 10 ans, est déjà dans l'échelle, panier au bras, saisissant sa première pomme de la saison logée au faite de l'arbre. En bas, Domjini

que préfère, elle, cueillir celles qui sont à portée de la main. Tandis que mon compagnon grimpe près d'un pommier chargé de Melba, je saisis à mon tour ma première pomme, la tourne un peu et la décroche, prenant soin de ne pas y aller trop fort afin de ne pas arracher un bout de la précieuse tige. Et je me dis que, décidément, j'ai bien fait d'avoir choisi ce petit verger encore inconnu! L'année dernière, à Rougemont, il y avait plein de monde...

«Regarde, une marmotte! Là, devant nous!» murmure soudain mon compagnon à l'oeil ouvert. Je m'approche doucement et aperçois effectivement le rongeur adulte à l'oeil ouvert, lui aussi! Mais puisque la marmotte est un mammifère peu farouche, nous pouvons observer tout à loisir son pelage épais, sa gueule allongée et son regard fixe. Elle ne bouge pas, ne cligne pas des paupières: on la dirait empaillée! Je prends même le temps d'aller chercher les enfants, lesquels sont ravis de rencontrer une marmotte à

l'entrée de son trou, une marmotte qui nous fixera encore et encore avant de regagner sa cachette souterraine lorsque Alexandre s'avisera de s'approcher trop près d'elle.

Aux tomates maintenant

Nos quatre gros paniers sont remplis à ras bord. Quarante livres de fruits rouges et croquants prêts à être dégustés! Tout a été cueilli tellement facilement et agréablement que j'en reviens pas. Il faut dire que nous sommes venus au tout début de la saison. Attendant le retour du tracteur, nous examinons les rangs de tomates côtoyant le verger. Et de goûter furtivement à une tomate, savourant la chair juteuse de ce fruit tellement bon lorsque venant d'être cueilli!

«Allez-y, prenez-en d'autres!» nous lance M. Caron, sourire aux lèvres. Nous le suivons à travers l'immense jardin de tomates, tandis qu'il nous explique les principes de base de la culture de cette plante

herbacée annuelle. Les mains pleines de tomates, nous l'écoutons nous parler de plantation en serre, de sa joie aussi d'avoir laissé un travail d'administrateur pour celui, «plus relaxant, de fermier spécialisé en tomates, pommes, fraises et framboises», dit-il avec humour. Installant avec précaution nos paniers sur la plate-forme, nous quittons le verger alors que le soleil se couche en beauté.

Il existe d'autres vergers où on peut cueillir soi-même ses pommes. Rougemont, Saint-Hilaire, Saint-Bruno, Oka, Grand Saint-Esprit (près de Nicolet) accueillent d'ailleurs, chaque automne, familles, groupes ou individus qui veulent faire l'expérience de la cueillette de pommes. Un beau week-end ensoleillé — je vous le souhaite! — circulez dans un de ces villages blottis à flanc de montagne et choisissez un verger. Allez-y au pif: c'est comme ça que nous avons procédé lorsque nous sommes tombés sur «Les jardins de la montagne», à Saint-Joseph-du-Lac.



Le guide Jean Pagé de la **CHASSE** au Québec



«LE GUIDE DE JEAN PAGÉ DE LA CHASSE AU QUÉBEC»

est agrémenté de nombreuses photos et dessins qui sauront sûrement plaire à l'amateur de chasse.

EN
VENTE
PARTOUT

Chroniqueur de chasse et de pêche bien connu des amateurs québécois, Jean Pagé collabore depuis nombre d'années à la plupart des revues et émissions traitant de plein air. Sa connaissance des ressources de chasse et de pêche au Québec en fait l'un des plus grands experts dans le domaine.

Cet ouvrage contient tout sur:

- le gibier que l'on trouve au Québec;
- l'équipement et la technique de chasse;
- la chasse à la sauvagine;
- la façon de conserver et d'apprêter le gibier;
- les sites de chasse.

EN PLUS!

Nombreux conseils pratiques et renseignements généraux

384 PAGES
ILLUSTRÉES



Le guide Jean Pagé de la PÊCHE au Québec, aussi disponible.

OFFRE SPECIALE AUX ABONNÉ(E)S DE LA PRESSE: 20% DE RÉDUCTION



**COMMANDEZ
PAR TÉLÉPHONE**

Service rapide
et efficace

285-6984

Économisez temps et argent en commandant vos livres des Éditions La Presse par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTERCARD et le tour est joué. Ce service vous est offert du lundi au vendredi de 9 h à 16 h. Prière de noter que les échanges et les remboursements ne sont pas acceptés.

BON DE COMMANDE

Veuillez me faire parvenir		
	Prix régulier	Prix abonnés de LA PRESSE
() exemplaire(s) de		
() Le guide Jean Pagé de la CHASSE au Québec (683)	14,95\$	11,95\$
() Le guide Jean PAGÉ de la PÊCHE au Québec (682)	12,95\$	10,35\$

N° d'abonné(e).....
IMPORTANT: Joignez à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse Ltée.

Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement.

MASTERCARD N°.....

VISA N°.....

À retourner aux:

Éditions La Presse, 44, rue Saint-Antoine ouest
Montréal (Québec) H2Y 1J5

NOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....

PROVINCE.....

CODE POSTAL..... TEL.....

TOTAL ci-joint.....\$ (Plus 1\$ pour frais de poste et manutention)